LES RAPPORTS DU GRIP

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

COMPENDIUM 2010

Luc Mampaey

GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

2009/8

Ce rapport est publié dans le cadre du programme
« cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde »
subventionné par la Région wallonne.
Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle
de la Région wallonne.

Les activités du GRIP sont soutenues
financièrement par

le Ministère de la Région wallonne,
le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS),
le Ministère de la Communauté française (service Éducation permanente),
le Fonds de la Recherche scientifique – FNRS,
le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le Ministère des Affaires étrangères de Belgique,
le Fonds Maribel Social

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
rue de la Consolation, 70
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

Sommaire

Introduction 5

1. Les sources et les méthodes 6
1.1. Les dépenses militaires 6
1.2. La production d'armement 6
1.3. Les transferts d'armements 7
1.4. Conventions monétaires 8

2. Les dépenses militaires mondiales 9
2.1. Tendances générales 9
2.2. Analyse régionale 9
Afrique 10
Amérique 11
Moyen-Orient 12
Asie et Océanie 12
Europe 14
2.3. Les États les plus dépensiers en 2008 15

3. La production d'armement dans le monde 17
3.1. Un Top 100 dominé par les États-Unis 17
3.2. Ralentissement dans les fusions et acquisitions 18
3.3. L'armement et la débâcle financière de 2008 18

4. Les transferts internationaux d'armements conventionnels 23
4.1. Tendances générales 23
4.2. Principaux importateurs et exportateurs 24
Union européenne 25
Russie 26
États-Unis 27
Le reste du monde 28
4.3. Les transferts vers les pays les plus pauvres 28

5. Valeur financière du commerce mondial des armements 31

Annexes 32
Annexe 1. Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1999-2008 32
Annexe 2. Population, PIB et dépenses militaires des pays membres et candidats de l'UE et des États-Unis en 2008 33
Annexe 3. Les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde en 2008 34
Annexe 4a. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, somme de la période 1999-2008 36
Annexe 4b. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, période 1999-2008, en % du point de vue des importateurs 37
Annexe 4c. Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, période 1999-2008, en % du point de vue des exportateurs 38
Annexe 5. Les 50 principaux exportateurs, 1999-2008 39
Annexe 6. Les 50 principaux importateurs, 1999-2008 40

Introduction

Les données et statistiques publiées dans ce rapport sont une synthèse des données et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels publiées au cours de l'année 2009. Les références de ce rapport sont principalement les publications et les bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) à Stockholm, parfois complétées par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, de l'OCDE, de la Banque mondiale ou d'agences des Nations unies. Dans tous les cas, les sources et leurs hyperliens Internet sont clairement indiqués.

Ce *Compendium 2010* annule et remplace toutes les données contenues dans le *Compendium 2009* (Rapport du GRIP 2008/8) et dans toutes les versions antérieures. Il est une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il propose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur le site Internet du GRIP (suivre « Banque de données » sur < http://www.grip.org >). Pour le lecteur qui souhaite approfondir une thématique, il est également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données plus complètes du SIPRI ou d'autres organisations.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Chef de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement de SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé de réputation interna-tionale et lauréat Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le *SIPRI Yearbook*, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques. Les données statistiques et séries historiques sont en outre disponibles et libre d'accès sur le site Internet du SIPRI : < http://www.sipri.org >

1. Les sources et méthodes

1.1. Les dépenses militaires

Les données et informations relatives aux **dépenses militaires** dans le monde discutées dans ce rapport sont extraites des bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) et du *SIPRI Yearbook 2009*, Chapitre 5, *Military Expenditure*, rédigé par Sam Perlo-Freeman, Catalina Perdomo, Elisabeth Sköns et Petter Stålenheim. Elles sont établies par le SIPRI selon une méthodologie[1] rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD).

Lorsque les données officielles ne correspondent pas à la définition des dépenses militaires retenue par le SIPRI, ou lorsque les séries temporelles sont incomplètes, fragmentaires ou inexploitables (en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse, notamment pour les pays africains), le SIPRI procède à une estimation prudente et réaliste. Par contre, lorsqu'un pays ne communique aucune donnée sur l'état de ses dépenses militaires pour une année donnée, le SIPRI procède à une estimation en supposant que le taux de variation pour ce pays est identique à celui de la région à laquelle il appartient. Lorsqu'une estimation raisonnable est impossible pour un pays donné, aucun chiffre n'est affiché et ce pays est exclu du total. Parmi les pays ainsi exclus figurent notamment l'Angola, Cuba, la Guinée équatoriale, Haïti, le Myanmar (Birmanie), la Corée du Nord, le Qatar, la Somalie, Trinidad et Tobago, et le Vietnam. Les données sont également absentes pour les pays qui n'ont pas de forces armées. C'est par exemple le cas du Costa Rica dont les faibles dépenses d'armement nécessaires à l'équipement de la police et gardes-côtes représentent moins de 0,05 % de son PIB. Les données publiées par le SIPRI, en raison de leur méthodologie prudente et rigoureuse, sous-estiment probablement le niveau réel des dépenses militaires mondiales.

Il faut aussi garder à l'esprit que les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement toutes inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de l'État. Aux États-Unis par exemple, les dépenses pour la « défense nationale » (titre 050 du budget de l'État) sont composées du budget du département de la défense (DoD) (titre 051 du budget) mais également des dépenses nucléaires à vocation militaire inscrites au budget du département de l'Énergie (DoE) (titre 053 du budget) ainsi que de certaines dépenses militaires engagées par d'autres départements fédéraux tels que la sécurité intérieure (*Homeland Security*), la Justice ou le FBI (titre 054 du budget).

Le SIPRI inclut dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires, et d'assistance militaire à l'étranger engagées par les ministères de la défense ainsi que par les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires. Par contre, sont exclues de la définition les dépenses engagées par des forces armées non gouvernementales ainsi que les dépenses liées à des activités militaires passées (avantages autres que les pensions aux vétérans, coûts de la démobilisation et de la reconversion d'infrastructures, démantèlement et destruction d'armes) ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

Toutes les données relatives aux dépenses militaires présentées dans ce rapport sont extraites de la banque de données *SIPRI Military Expenditure Database* qui couvre 167 pays sur une période allant de 1988 à 2008. Les données sont présentées en devises nationales à prix courants, en dollars américains aux prix et taux de change de 2005, ainsi qu'en pourcentage du produit intérieur brut. La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires est gratuite et accessible à l'adresse < http://milexdata.sipri.org/ >.

1.2. La production d'armement

Une section de ce *Compendium* est consacrée aux principaux **groupes industriels de production d'armement** dans le monde. Des données relatives à ces groupes sont également publiées dans les annuaires du SIPRI. Toutefois, nous retiendrons dans cette publication les données relatives aux

1. Pour une explication de la méthodologie, voir : < http://www.sipri.org/databases/milex/sources_methods >

cent premiers producteurs mondiaux d'armements publiées par la revue spécialisée *Defense News.* Ce choix permet de présenter les chiffres d'affaires de l'année 2008, alors que les dernières données du SIPRI sont arrêtées à 2007. Il n'y pas de divergences majeures entre les classements du SIPRI et ceux de *Defense News*.

Les chiffres d'affaires des cent principaux groupes de l'armement dans le monde sont exprimés en millions de dollars des États-Unis, aux prix courants. Les conversions en dollars du chiffre d'affaires des firmes non américaines sont effectuées en utilisant le taux de change de la fin de l'exercice fiscal.

Les archives relatives au Top 100 des groupes de l'armement dans le monde depuis 1998 sont disponibles sur le site Internet du GRIP < http://www.grip.org >, rubrique « Banque de données ».

1.3. Les transferts d'armements

Les données et informations relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** sont extraites des bases de données en ligne du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), et du *SIPRI Yearbook 2009*, Chapitre 7, *International Arms Transfers* rédigé par Siemon T. Wezeman, Mark Bromley et Pieter D. Wezeman.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence pour des raisons méthodologiques : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI et exprimée en dollars aux prix et taux de change de 1990. Ils ne représentent donc pas une mesure monétaire réelle des ventes d'armes et ne peuvent donc en aucune manière être comparés avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental annuel.

Les tableaux et les graphiques de ce rapport sont construits à partir des données extraites de la *SIPRI Arms Transfers Database* qui couvrent, pour 115 pays ou organisations, les transferts d'armements conventionnels effectués entre 1950 et 2008. La base de données du SIPRI sur les transferts d'armes est gratuite et accessible à l'adresse < http://armstrade.sipri.org/ >.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en 7 catégories[2] : aéronefs, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires et moteurs. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre, les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI.

Types d'armements conventionnels couverts par les statistiques du SIPRI

« Since publicly available information is inadequate for the tracking of all weapons and other military equipment, the SIPRI Arms Transfers Database covers only what it defines as major conventional weapons. The Database does not cover any transfers of small arms and light weapons (SALW) other than man-portable air defence systems (MANPADS) and some categories of guided anti-tank missiles. The Database covers the following:

1. Aircraft: all fixed-wing aircraft and helicopters and most unmanned reconnaissance and combat aircraft (UAV and UCAV), with the exception of micro-light aircraft, powered and unpowered gliders and target drones.

2. Armoured vehicles: all vehicles with integral armour protection, including all types of tank, tank destroyer, armoured car, armoured personnel carrier, armoured support vehicle and infantry fighting vehicle.

3. Artillery: naval, fixed, self-propelled and towed guns, howitzers, multiple rocket launchers and mortars, with a calibre equal to or above 100 millimetres (mm).

4. Radar systems: all land-, aircraft- and ship-based active (radar) and passive (e.g., electro-optical) surveillance systems with a range of at least 25 kilometres (km), with the exception of navigation and weather radars, and all fire-control radars, with the exception of range-only radars. In cases where the system is fitted on a platform (vehicle, aircraft or ship), the register only notes those systems that come from a different supplier than the supplier of the platform.

5. Missiles: all powered, guided missiles and torpedoes with conventional warheads. Unguided rock-ets, guided but unpowered shells and bombs, free-fall aerial mu-

2. Pour une définition précise de chacune de ces catégories et davantage d'informations sur les sources et la méthodologie du SIPRI pour les transferts d'armes, nous encourageons le lecteur à consulter le site Internet du SIPRI : < http://armstrade.sipri.org/ > (voir *Background information and explanations*).

nitions, anti-submarine rockets and tar-get drones are excluded.

6. Ships: all ships with a standard tonnage of 100 tonnes or more, and all ships armed with artillery of 100-mm calibre or more, torpedoes or guided missiles, with the exception of most survey ships, tugs and some transport ships.

7. Engines: (a) engines for military aircraft, e.g., combat-capable aircraft, larger military transport and support aircraft, including helicopters; (b) engines for combat ships (fast attack craft, corvettes, frigates, destroyers, cruisers, aircraft carriers, submarines); (c) engines for most armoured vehicles (generally en-gines of more than 200hp output); and (d) ASW and AS sonar systems for ships.

Transfers of other military equipment such as SALW (other than MANPADS and some guided anti-tank missiles), trucks, artillery under 100-mm calibre, ammunition, components (other than radars and engines), as well as repair and support services are not included. »

Source : < http://www.sipri.org/databases/armstransfers/background/coverage >

1.4. Conventions monétaires

Les dépenses militaires issues des bases de données du SIPRI sont exprimées en dollars, aux prix et taux de change de 2005.

Les chiffres d'affaires des groupes de l'armement sont exprimés en dollars, aux prix courants.

Les indicateurs de tendance du SIPRI relatifs aux transferts d'armements conventionnels (*Trend Indicator Value*, TIV) sont exprimés en dollars, aux prix et taux de change de 1990.

Lorsque des données exprimées en devises de pays non membres de la zone euro sont converties en euros, elles le sont en utilisant les taux de change moyens de l'année 2008 publiés par Eurostat.

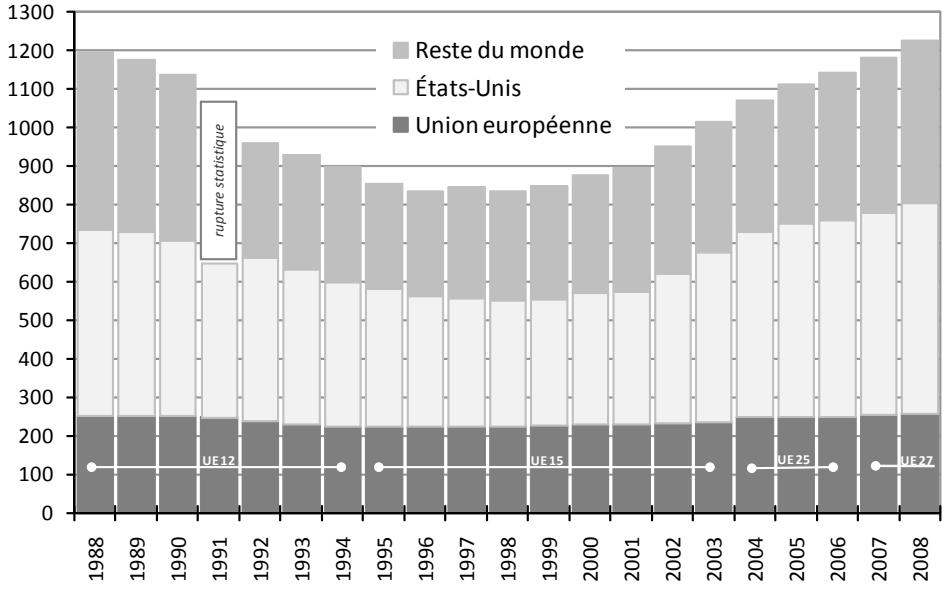
2. Les dépenses militaires dans le monde

2.1. Tendances générales

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2008 (**graphique 1 et tableau 1**) sont estimées à 1 464 milliards de dollars, ce qui correspond à 1 226 milliards en dollars aux prix et taux de change de 2005. Ce montant représente une hausse de 4 % en termes réels par rapport à 2007, mais de 47 % depuis leur point le plus bas de 1998. Les dépenses militaires mondiales pour l'année 2008 correspondent à 2,4 % de la production mondiale et à environ 217 dollars par habitant.

Évaluées à 1 195 milliards en 1988 (aux prix et taux de change de 2005), les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1998, année où elles s'établissaient à 834 milliards de dollars, c'est-à-dire le niveau le plus bas de la période 1988-2008. Après une très forte baisse, les dépenses militaires mondiales de 2008 sont donc revenues à un niveau supérieur de 2,6 % à celui qu'elles avaient vingt ans plus tôt, en 1988, peu avant la fin de la Guerre froide.

Graphique 1. **Dépenses militaires mondiales : les États-Unis, l'Union européenne et le reste du monde**
de 1988 à 2008 (en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005)



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://milexdata.sipri.org/ >
Note : rupture statistique en 1991, en raison de l'absence d'estimation fiable pour la Russie.

2.2. Analyse régionale

Nous avons observé les variations des dépenses militaires par régions et par pays en prenant pour référence l'année 1998, c'est-à-dire l'année au cours de laquelle les dépenses militaires sont estimées à leur point le plus bas de ces vingt dernières années. La comparaison s'effectue donc sur une série de onze années.

La période 1998-2008 enregistre d'importantes variations selon les pays et les régions. La tendance est toutefois à un accroissement général des dépenses militaires dans toutes les régions du monde[3] (**tableau 1 et graphique 2**).

3. Nous suivons la classification régionale du SIPRI (< http://www.sipri.org/databases/milex/regional_coverage >), c'est à dire :

(1) **Afrique** = **Afrique du Nord** [Algérie, Libye, Maroc, Tunisie] + **Afrique Subsaharienne** [Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République d'Afrique centrale, Tchad, Congo (RDC), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique,

Tableau 1. **Dépenses militaires mondiales, par régions, 1998-2008**

en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% variation 1998-2008
Monde	**834,0**	**847,0**	**877,0**	**895,0**	**952,0**	**1 015,0**	**1 071,0**	**1 113,0**	**1 142,0**	**1 182,0**	**1 226,0**	**47,0%**
Afrique	**11,1**	**14,6**	**13,6**	**14,2**	**15,1**	**15,1**	**16,8**	**17,3**	**17,8**	**18,6**	**20,4**	**83,8%**
Afrique du Nord	4,3	4,0	4,0	5,2	5,2	5,4	5,9	6,1	6,1	6,6	7,8	81,4%
Afrique sub-saharienne	6,8	10,6	9,5	9,1	9,9	9,7	10,9	11,2	11,7	11,9	12,6	85,3%
Amérique	**367,0**	**368,0**	**383,0**	**388,0**	**430,0**	**482,0**	**523,0**	**549,0**	**559,0**	**576,0**	**603,0**	**64,3%**
Amérique du Nord	340,0	341,0	354,0	357,0	399,0	453,0	493,0	516,0	525,0	540,0	564,0	65,9%
Amérique Centrale	3,6	3,7	3,9	3,9	3,8	3,8	3,6	3,6	3,4	4,5	4,5	25,0%
Amérique du Sud	23,3	22,7	24,8	27,4	27,2	25,3	26,6	29,0	30,2	32,1	34,1	46,4%
Caraïbes	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .
Asie et Océanie	**132,0**	**136,0**	**139,0**	**147,0**	**154,0**	**160,0**	**169,0**	**177,0**	**186,0**	**196,0**	**206,0**	**56,1%**
Asie Centrale	0,6	0,5	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .	. .		. .
Asie de l'Est	100,0	101,0	104,0	110,0	116,0	122,0	127,0	133,0	140,0	149,0	157,0	57,0%
Asie du Sud	19,6	21,9	22,8	23,5	23,6	24,2	27,5	28,9	29,2	29,9	30,9	57,7%
Océanie	11,4	12,3	12,2	12,7	13,2	13,5	14,0	14,5	15,4	16,2	16,6	45,6%
Europe	**276,0**	**281,0**	**287,0**	**289,0**	**298,0**	**302,0**	**303,0**	**303,0**	**309,0**	**314,0**	**320,0**	**15,9%**
Eur. de l'Ouest et Centrale	259,7	265,0	266,0	265,0	272,0	274,0	274,0	271,0	273,0	275,0	277,0	6,7%
Europe Orientale	15,6	15,9	21,4	23,3	25,8	27,6	28,9	32,0	35,7	39,3	43,6	179,5%
Moyen Orient	**48,8**	**48,6**	**53,8**	**56,9**	**54,8**	**56,4**	**59,3**	**66,0**	**70,4**	**76,5**	**75,6**	**54,9%**

Souligné = estimation ; .. = pas de données
Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://milexdata.sipri.org/ >

Afrique

Si nous découpons le monde en cinq régions – Afrique, Amérique, Asie et Océanie, Europe, et le Moyen-Orient (**tableau 1 et graphique 2**) – on observe que c'est sur le continent africain que la hausse des dépenses militaires a été la plus forte depuis 1998 : +83,8 %.

Toutefois, de ces cinq régions du monde, l'Afrique est aussi celle dont les dépenses militaires globales sont, de loin, les plus faibles en valeur (moins de 1,7 % du total mondial), malgré le fait qu'elle continue d'être le théâtre d'un grand nombre de conflits majeurs.

Deux pays englobent 35 % des dépenses militaires de l'ensemble du continent : l'Afrique du Sud et l'Algérie avec respectivement 3,9 et 4,1 milliards de dollars. Les dépenses militaires sud-africaines ont augmenté de 52,2 % depuis 1998, malgré une légère baisse par rapport à 2007 (-1,8 %).

Les dépenses militaires de l'Algérie ont progressé de 130,8 % depuis l'année de référence 1998, et ont été multipliées par 8 depuis le début de la guerre civile en 1991. Elles ont presque doublé depuis les attentats du 11 septembre 2001, en raison

---

Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe].

(2) **Amérique** = **Amérique du Nord** [Canada, USA] + **Amérique centrale** [Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama] + **Amérique du Sud** [Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela] + **Caraïbes** [Bahamas, Barbade, Cuba, République dominicaine, Haïti, Jamaïque, Trinidad et Tobago].

(3) **Asie et Océanie** = **Asie centrale** [Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan] + **Asie de l'Est** [Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Laos, Malaysia, Mongolie, Myanmar (Birmanie), Philippines, Singapore, Taiwan, Thaïlande, Vietnam] + **Asie du Sud** [Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka] + **Océanie** [Australie, Fiji, Nouvelle Zélande, Papouasie Nouvelle Guinée].

(4) **Europe** = **Europe de l'Ouest et centrale** [Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie] + **Europe orientale** [Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine, Russie].

(5) **Moyen-Orient** = [Bahreïn, Égypte, Iran, Iraq, Israël, Jordan, Kuwait, Liban, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Syrie, Émirats arabes unis, Yémen].

d'accords majeurs d'achats d'armes conclus avec la Russie, tout en devenant un allié de premier plan des États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme ». L'accroissement des dépenses militaires algériennes ne laisse pas indifférent son voisin marocain qui dénonce une tentative de suprématie militaire algérienne dans la région. Face à cette situation, le Maroc a également accru ses dépenses militaires (+37,0 % depuis 1998). En valeur, elles ne représentent cependant toujours qu'un peu plus de la moitié des dépenses algériennes.

Les dépenses militaires des pays d'Afrique subsaharienne étaient de 12,6 milliards de dollars en 2008 soit une hausse de 5,9 % par rapport à 2007. Toutefois, la fiabilité des données demeurent un problème important pour l'analyse des dépenses militaires d'un grand nombre de pays d'Afrique. Dès lors, ces chiffres doivent être exploités avec prudence. Néanmoins, les bases de données du SIPRI relèvent tout de même une croissance des dépenses militaires supérieures à +100 % depuis 1998 dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, et notamment au Burkina Faso, au Malawi, au Mali, en Namibie ou au Tchad. Ces hausses sont préoccupantes, moins en raison des capacités militaires qu'elles impliquent que pour les effets d'éviction qu'elles peuvent avoir sur les autres formes de dépenses publiques (santé, éducation).

Amérique

La deuxième hausse régionale la plus importante est celle du continent américain : +64,3 % depuis 1998.

Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement des dépenses de l'Amérique du Nord (+65,9 % entre 1998 et 2008), et singulièrement celles des États-Unis, en hausse de +66,9 % depuis 1998, principalement en raison des dépenses massives engagées depuis 2001 pour les opérations militaires en Irak et en Afghanistan, au nom de la « guerre totale contre le terrorisme » (GWOT, *Global War On Terror*) de George W. Bush. Les États-Unis sont la principale explication à la hausse massive des dépenses militaires mondiales, dont ils représentent à eux seuls 41,5 % du total. Ce poids des États-Unis dans le total mondial est toutefois en léger recul par rapport à 2007, où il s'établissait à 45,0 %.

Après une décennie de réduction, pendant la période 1987-1998, et après une hausse modérée au cours du second mandat du président Clinton de 1998 à 2001, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis de justifier les hausses budgétaires massives qui étaient attendues depuis plusieurs années par les marchés financiers et les groupes de production d'armements (voir chapitre suivant).

L'ouverture du front irakien en 2003 s'est accompagnée d'une hausse importante des moyens militaires nécessaires. Le coût de la guerre en Irak est quatre fois supérieur à celui des opérations en Afghanistan. Le président Obama entend toutefois privilégier l'Afghanistan et a entamé un retrait progressif de son armée d'Irak, tout en décidant d'accroître d'environ 30 000 hommes le nombre de militaires américains impliqués en Afghanistan.

Le premier budget du département de la Défense présenté par le président Barack Obama pour l'exercice 2010, bien qu'en hausse de 2 % en termes réels par rapport à celui de 2009, semble néanmoins marquer le retour à un certain réalisme, en prévoyant notamment le report ou l'annulation pure et simple de plusieurs programmes coûteux hérités de la Guerre froide (F-22 Raptor, destroyer furtif DDG-1000 et avion Osprey par exemple), et en annonçant peu après la décision de suspendre le déploiement des systèmes de défense anti-missile qui n'ont pas prouvé leur efficacité. Une situation complexe tant en Irak qu'en Afghanistan limite cependant fortement les marges de manœuvre de l'administration Obama.

Après les États-Unis et le Canada, le Brésil est le troisième pays le plus important en termes de dépenses militaires sur le continent américain, avec près de 15,5 milliards de dollars en 2008, ce qui représente une hausse de 5,0 % par rapport à 2007, et de 33,0 % depuis 1998. Les dépenses militaires brésiliennes se sont cependant fortement accélérées depuis 2006 (+21,7 %), sous l'impulsion de la Stratégie de défense nationale. L'objectif du Président Lula était de raviver la politique de défense du pays en donnant un souffle nouveau à l'industrie nationale de l'armement. Cette hausse des dépenses militaires n'est pas propre au Brésil mais concerne également d'autres pays de la région comme la Colombie et le Venezuela, qui ont respectivement porté leurs dépenses militaires à 6,6 et 2 milliards de dollars, soit une hausse de +148,5 % et +42,7 % depuis 1998. Les deux pays ont profité des recettes provenant de l'augmentation des prix de certaines matières premières (le cuivre, le soja

et le pétrole) pour investir dans le secteur de la défense. L'autre raison de la hausse des dépenses militaires s'explique par les tensions importantes auxquelles a fait face la région ces dernières années. Ainsi en 2008, une incursion de l'armée colombienne en territoire équatorien avait créé un incident diplomatique qui aurait pu se transformer en une confrontation militaire entre les deux pays. De plus, le Venezuela, qui s'était rangé du côté de l'Équateur (dont les dépenses militaires ont doublé depuis 1998), avait procédé à des mouvements de troupes à la frontière colombienne, ce qui participa à envenimer un peu plus la situation. L'opposition entre la Colombie et le Venezuela s'est aggravée après que Bogota et les États-Unis avaient signé un accord en août 2009, permettant aux forces américaines d'utiliser sept bases militaires colombiennes. Cette présence américaine aux portes du Venezuela pourrait conduire à une accélération de la course à l'armement dans la région.

Les dépenses militaires sont également en forte croissance au Chili (4,8 milliards, +75,7 % depuis 1998) et au Pérou (1,3 milliards, +26,4 % depuis 1998), tandis qu'elles sont restées stables ou en légère baisse dans les autres pays de sous-continent (Uruguay, Bolivie et Paraguay notamment, trois pays dont les dépenses militaires sont inférieures à 300 millions de dollars). Globalement, les dépenses militaires pour l'ensemble de l'Amérique du Sud ont augmenté de +46,4 % entre 1998 et 2008.

En Amérique centrale, l'accroissement des dépenses militaires est estimé à +25 % depuis 1998. Seul le Mexique enregistre une forte hausse de ses dépenses au cours de la période 1998-2008 : +27,9 %. Le Mexique est toutefois, de loin, la seule puissance militaire de la région, avec 3,9 milliards de dépenses militaires. Les autres pays de la région ont des dépenses militaires stables ou en légère baisse depuis 1998, et de toute manière inférieures à 150 millions de dollars (Nicaragua, Guatemala, Salvador). Le Costa Rica et Panama n'ont pas de forces armées. Les données sont incomplètes pour les deux derniers pays de la région – Belize et Honduras – mais leurs dépenses militaires sont nettement inférieures à 100 millions de dollars.

Moyen-Orient

Contrairement à l'ensemble des autres régions, les dépenses militaires globales au Moyen-Orient ont très légèrement baissé par rapport à 2007, tout en affichant toujours une forte hausse depuis 1998 (+54,9 %). Cependant, cette baisse entre 2007 et 2008 n'a pas touché tous les pays de la région. Ainsi, l'Irak et la Jordanie ont vu leurs dépenses militaires augmenter. Celles de l'Irak ont plus que doublé en une année, passant de 828 millions de dollars en 2007 à 1,93 milliards de dollars en 2008. Cette situation s'explique par l'accélération de la refondation des forces armées du pays après l'annonce du retrait des troupes américaines prévu en mai 2010. Une large partie des dépenses militaires du pays a été financée par l'aide financière américaine. Entre 2003 et 2008, les États-Unis ont fourni prés de 51 milliards de dollars pour la reconstruction du pays dont un tiers a été alloué à la réorganisation des forces de sécurité d'Irak.

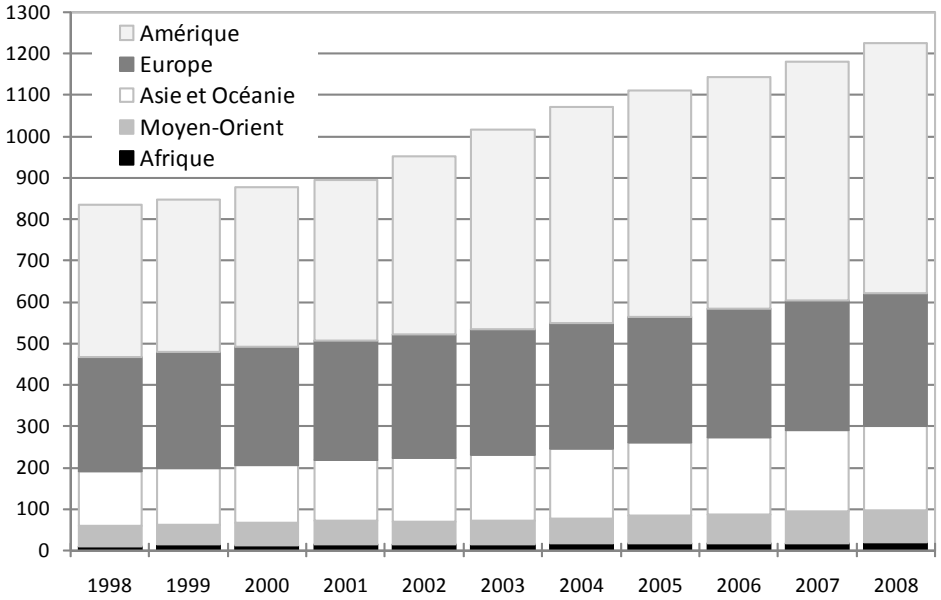
Malgré cet impressionnant accroissement de ses dépenses militaires, l'Irak reste très loin derrière l'Arabie saoudite, Israël, la Syrie et l'Iran. Ryad consolide sa position de leader dans la région avec plus de 33 milliards de dollars de dépenses militaires en 2008. Israël prend la deuxième position avec 12 milliards de dollars, suivi par la Turquie (11,6 milliards de dépenses militaires en 2008). La Syrie et l'Iran ont des dépenses militaires de l'ordre de 6 milliards de dollars. La légère baisse du total régional s'explique par une légère tendance à la baisse dans ces quatre derniers pays, l'Iran indiquant par ailleurs, après avoir triplé ses dépenses militaires depuis 1998, une diminution significative pour la deuxième année consécutive (-22 % depuis 2006).

Asie et Océanie

L'Asie et l'Océanie affichent une hausse moyenne de leurs dépenses militaires de +56,1 % au cours de la décennie 1998-2008. Cinq pays d'Asie et d'Océanie se retrouvent parmi les quinze pays du monde ayant les dépenses militaires les plus élevées pour l'année 2008 : trois en Asie de l'Est (Corée du Sud, Chine et Japon), un en Asie du Sud (Inde) et un en Océanie (Australie). Le SIPRI ne se risque à aucune estimation pour la région d'Asie centrale, tant les données sont parcellaires et lacunaires. En effet, les données relatives aux dépenses militaires sont incomplètes pour trois des cinq pays qui composent cette zone géographique. Les seules données disponibles pour la région concernent le Kazakhstan et le Kirghizstan, tandis

Graphique 2. **Dépenses militaires mondiales, par régions, 1998-2008**

en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2005



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://milexdata.sipri.org >

qu'il est impossible de présenter une estimation fiable pour le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

L'Asie de l'Est (+ 57,0 % en moyenne depuis 1998) est très largement dominée par les dépenses militaires chinoises, évaluées à 63,6 milliards de dollars en 2008, soit une hausse de +10 % par rapport à l'année précédente, et de plus de 230 % depuis 1998. Le pays se classe à la deuxième position des dépenses militaires mondiales, devant la France mais loin derrière les États-Unis. Ainsi, Pékin dépense dix fois moins que Washington pour ses dépenses militaires alors que les effectifs de son armée (2,3 millions d'hommes) sont une fois et demie plus nombreux que ceux des États-Unis. Les chiffres fournis par le gouvernement chinois sont cependant régulièrement mis en doute par les experts, certains estimant que les dépenses militaires de la Chine pourraient être jusqu'à trois fois plus importantes que ce qui est annoncé. La forte hausse des dépenses militaires chinoises s'explique par d'importants programmes d'acquisition d'équipement, mais aussi par la nécessité de maintenir les salaires des militaires à un niveau comparable aux salaires dans l'industrie et les services civils, eux-mêmes en forte croissance dans la conjoncture économique actuelle de la Chine. La masse salariale est donc fort probablement un facteur important de la hausse des dépenses militaires chinoises.

Le Japon et la Corée du Sud, avec respectivement 42,7 et 23,7 milliards de dollars de dépenses militaires en 2008, se positionnent juste après la Chine. Le niveau important des dépenses militaires de ces deux pays (bien que toujours inférieurs à 1 % du PIB et en baisse depuis 2003 dans le cas du Japon) s'explique par les tensions engendrées par la poursuite du programme nucléaire militaire de la Corée du Nord, pays pour lequel aucune estimation sérieuse n'est par contre possible.

À l'instar de la tension dans la péninsule coréenne, l'intensification des hostilités à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, notamment au sujet du temple de Preah Vihear, a amené les deux pays à revoir à la hausse leurs dépenses militaires depuis quelques années. Les gouvernements ont annoncé que cette hausse se poursuivrait en 2009.

En Asie du Sud, la hausse moyenne est de +57,7 % entre 1998 et 2008. L'Inde se démarque des autres États avec 24,7 milliards de dollars de dépenses, suivi par le Pakistan (4,2 milliards) et le Sri Lanka (856 millions).

La crise économique n'a pas entamé la volonté du gouvernement de New-Delhi de renforcer ses capacités de défense. Au contraire, les attentats de

Bombay du mois de novembre 2008 ont conforté les dirigeants indiens dans la nécessité d'une sécurisation plus importante de leur territoire. Depuis quelques années, l'Inde a entrepris une modernisation de son matériel militaire en grande majorité d'origine russe. Cette stratégie, qui devrait être finalisée d'ici 2018, passera par une nouvelle hausse du budget de la défense pour la période 2009/2010.

Le Pakistan doit également faire face à une recrudescence de la violence depuis deux ans, notamment à sa frontière avec l'Afghanistan. Les attaques répétées des Talibans appuyés par des éléments d'Al Qaïda ont poussé Islamabad à développer une stratégie de lutte contre-insurrectionnelle, mais celle-ci peine à se concrétiser par manque de moyens financiers. Les dépenses militaires pakistanaises ont baissé, passant de 4,4 milliards de dollars en 2007 à 4,2 milliards en 2008 alors que la menace terroriste s'est considérablement accrue pendant cette même période.

Autre pays confronté à une lutte armée sur son territoire, le Sri Lanka a également opté pour une hausse de ses dépenses militaires, estimées à 856 millions de dollars en 2008. Le conflit entre le gouvernement et les séparatistes tamouls a fait plus de 70 000 morts en trente ans de combats.

Europe

Sur l'ensemble du continent européen, la hausse moyenne des dépenses militaires est de +15,9 % depuis 1998, c'est-à-dire un accroissement très modeste au regard des autres régions du monde évoquées précédemment. Cette augmentation est cependant très inégalement répartie selon les régions d'Europe. En Europe de l'Ouest, les dépenses militaires ont progressé de +6,7 % au cours de la période 1998-2008. Par contre, cette hausse s'établit à +180 % pour les pays d'Europe orientale, soit pratiquement un triplement des dépenses militaires depuis 1998.

Les dépenses militaires des pays d'Europe orientale sont composées à près de 88 % des dépenses militaires de la Russie (38,2 milliards, sur un total de 43,6 milliards pour la région). En 2008, le budget militaire de la Russie a été ajusté à quatre reprises, notamment à la suite du déclenchement du conflit avec la Géorgie, et est en hausse de +9,8 % par rapport à celui de 2007. Si un certain nombre de pays ont tenté d'endiguer l'impact de la crise économique en réduisant leur budget militaire, il en va tout autrement pour la Russie. Le Kremlin a décidé de maintenir sa stratégie de modernisation de la défense, en consacrant une aide de cinq milliards de dollars en soutien à l'industrie nationale de l'armement. Fin 2008, le président du comité de la Douma pour la défense avait annoncé que les dépenses militaires russes devraient encore augmenter en 2009 et 2010.

Tous les autres pays d'Europe orientale (Ukraine, Belarus et Moldavie) et du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) ont maintenu leurs dépenses militaires stables ou en légère baisse par rapport à 2007. Ce retournement de tendance fait cependant suite à des hausses spectaculaires au cours de la décennie écoulée, notamment dans le cas de la Géorgie dont les dépenses militaires avait plus que décuplé (+1 045 % entre 1998 et 2007).

En ce qui concerne l'Europe occidentale et centrale, les hausses les plus significatives sont à mettre au crédit des pays d'Europe centrale, notamment l'Albanie, la Croatie, la Roumanie et la Slovénie. Ces quatre pays ont fait partie des deux dernières vagues des nouveaux adhérents à l'OTAN, ce qui a engendré des programmes importants de modernisation. L'impact de la récente crise financière a amené près de la moitié des pays membres de l'Union européenne à revoir à la baisse leur budget militaire entre 2007 et 2008, et la tendance se confirmera pour l'année 2009. C'est le cas notamment de la France, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suède, pour ne citer que les plus importants. En 1999, les dépenses militaires totales de l'Europe des Quinze étaient estimées à 225 milliards de dollars (au prix et taux de change de 2005). En 2008, cette somme est de 255 milliards pour les 27 pays de l'Union.

Le tableau de l'**annexe 1** est consacré uniquement à l'évolution des dépenses militaires des 27 pays actuellement membres de l'Union européenne au cours des dix dernières années, entre 1999 et 2008. Il inclut également les trois pays candidats ainsi que les États-Unis à des fins de comparaison. Ce tableau est construit en tenant compte du périmètre variable de l'Union européenne au cours de la période : le total des dépenses militaires pour l'année 1999 correspond à l'addition des dépenses militaires des quinze pays qui composaient l'Union

à cette époque ; à partir de 2004, c'est le total de 25 pays, et de 27 pays dès 2007. Ceci nous amène au constat que les dépenses militaires agrégées de l'Union européenne ont augmenté de seulement +13,2 % depuis 1998, malgré un quasi doublement du nombre de pays membres.

Cinq pays de l'UE ont des dépenses militaires plus faibles en 2008 qu'en 1999 (Allemagne, Belgique, Danemark, Hongrie, Suède). Les pays d'Europe centrale ont par contre enregistré des hausses très importantes de leurs dépenses militaires, en particulier les trois républiques baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie, respectivement +241 %, +446 % et +196 % depuis 1999). Ces hausses s'expliquent par l'ampleur et la rapidité des programmes de modernisation vers les standards occidentaux, mais portent finalement sur des budgets relativement modestes en valeur, et généralement inférieurs au milliard de dollars.

Seuls cinq pays de l'UE ont des dépenses militaires annuelles supérieures à 10 milliards de dollars en 2008 : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. L'Allemagne les a diminuées de 11 % depuis 1999. L'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni les ont augmentées, respectivement de +37,7 %, +3,5 %, +0,4 % et +20,7 %. Ces quatre pays, qui représentent 62 % des dépenses militaires de l'UE, expliquent donc l'essentiel de la hausse globale de 13,2 % pour l'Union européenne.

En ce qui concerne les trois pays candidats, les dépenses militaires de la Macédoine ont augmenté de +60,5 % depuis 1999, mais restent faibles en valeur (144 millions de dollars), tandis que celle de la Croatie et de la Turquie sont en forte baisse (respectivement –37 % et –29 %).

En 2008, les 27 pays de l'Union européenne, forts d'une population de 497 millions d'habitants, totalisaient plus de 216,5 milliards d'euros[4] pour leurs dépenses militaires (voir le tableau de l'**annexe 2**). Ce montant représente 20,8 % des dépenses militaires mondiales et 1,73 % du PIB de l'UE. La dépense militaire par habitant européen peut ainsi être estimée à 435 euros en 2008.

Les États-Unis comptent 304 millions d'habitants, et leurs dépenses militaires s'élèvent à 398,4 milliards d'euros[5], soit 4,21 % de leur PIB en 2008, et environ 1 313 euros par habitant. L'Union européenne dépense donc 1,8 fois moins pour ses capacités militaires que les États-Unis, alors que sa population est 1,6 fois plus importante.

2.3. Les États les plus dépensiers en 2008

Aux prix courants, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2008 sont évaluées à 1 226 milliards de dollars aux prix et taux de change de 2005, ou 1 464 milliards en dollars de 2008. En nous basant sur les estimations du Fonds monétaire international (FMI) pour le PIB mondial[6] et sur celles des Nations unies pour la population mondiale[7], nous pouvons déduire que cette somme correspond à 2,4 % du produit intérieur brut réel mondial (PIB) estimé à 60 917 milliards de dollars en 2008, et constitue une dépense annuelle moyenne d'environ 217 dollars par habitant. La part du PIB mondial consacrée aux dépenses militaires est en augmentation d'environ 0,1 % par an depuis l'année 2001.

Le **tableau 2** donne le classement des 15 pays les plus dépensiers en termes de dépenses militaires, aux prix courants de 2008. La concentration des dépenses militaires est très importante : les États-Unis représentent à eux seuls quelque 41,5 % du total mondial. Ils sont suivis par la Chine, dont la part dans le total mondial (5,8 %) ne cesse de croître depuis plusieurs années. Viennent ensuite la France et le Royaume-Uni avec chacun 4,5 %, et la Russie (4,0 %). Ces cinq premiers pays totalisent ensemble 60,2 % des dépenses militaires mondiales, alors que leur population ne représente que 28,1 % de la population mondiale.

Les 15 premiers pays les plus dispendieux pour leur défense totalisent ensemble 81,1 % des dépenses mondiales, pour une population correspondant à un peu plus de la moitié (54,6 %) de la population mondiale totale.

4. Ce qui est équivalent aux 254,5 milliards de dollars, au prix et taux de change de 2005 dans le tableau de l'annexe 1.

5. Ce qui est équivalent aux 548,5 milliards de dollars, au prix et taux de change de 2005 dans le tableau de l'annexe 1.

6. Le FMI estime le PIB mondial pour 2008 à 60 917 milliards de dollars aux cours de change : International Monetary Fund, *World Economic Outlook (WEO)- Sustaining the Recovery*, octobre 2009, p. 169, URL
< http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/02/pdf/text.pdf >.

7. Les Nations unies estiment la population mondiale en 2008 à 6 749,7 millions d'habitants. Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), *État de la population mondiale 2008*, p. 90, URL
< http://www.unfpa.org/swp/2008/presskit/docs/fr-swop08-report.pdf >

En ce qui concerne les dépenses militaires par habitant, on trouve au bas de ce Top 15 l'Inde, avec des dépenses militaires de 26,1 dollars par habitant, et à l'autre extrême les États-Unis qui ont dépensé à des fins militaires quelque 1 994 dollars par habitant en 2008. Trois autres pays ont dépensé plus de 1 000 dollars par habitant en 2008 : l'Arabie saoudite (1 360 dollars), le Royaume-Uni (1 065 dollars) et la France (1 059 dollars).

Les dépenses militaires par habitant pour l'ensemble des pays de l'Union européenne peuvent être comparées, en euros cette fois, dans l'avant-dernière colonne du tableau de l'**annexe 2**.

Tableau 2. **Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2008**

Rang	Pays	Dépenses militaires (milliards USD)	Population (millions)	Dépenses militaires par habitant (USD)	Part du total mondial (%)	
					Dépenses militaires	Population
1	Etats-Unis	607,3	304,5	1 994,3	41,5	4,5
2	Chine	84,9	1 324,7	64,1	5,8	19,6
3	France	65,7	62,0	1 059,3	4,5	0,9
4	Royaume Uni	65,3	61,3	1 064,7	4,5	0,9
5	Russie	58,6	141,9	413,0	4,0	2,1
Sous-total top 5		**881,7**	**1 894,4**		**60,2**	**28,1**
6	Allemagne	46,8	82,2	568,7	3,2	1,2
7	Japon	46,3	127,7	362,5	3,2	1,9
8	Italie	40,6	59,9	677,6	2,8	0,9
9	Arabie Saoudite	38,2	28,1	1 360,2	2,6	0,4
10	Inde	30,0	1 149,3	26,1	2,1	17,0
Sous-total top 10		**1 083,6**	**3 341,6**		**74,0**	**49,5**
11	Corée du Sud	24,2	49,6	487,3	1,7	0,7
12	Brésil	23,3	195,1	119,4	1,6	2,9
13	Canada	19,3	33,3	579,3	1,3	0,5
14	Espagne	19,2	46,5	412,8	1,3	0,7
15	Australie	18,4	21,3	863,8	1,3	0,3
Sous-total top 15		**1 188,0**	**3 687,4**		**81,1**	**54,6**
Monde		**1 464,0**	**6 749,7**	**216,9**	**100,0**	**100,0**

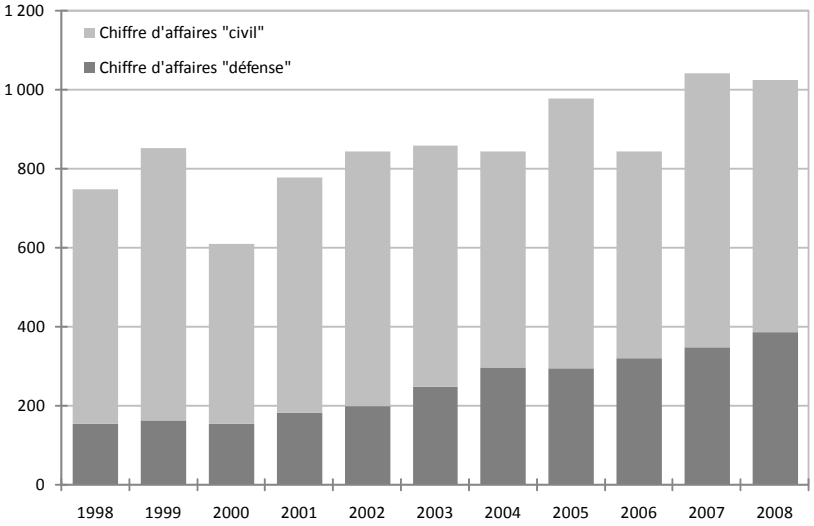
Source : *SIPRI Yearbook 2009* (adapté), UNFPA (État de la population 2008), Eurostat, US Census Bureau

3. La production d'armement dans le monde

3.1. Un Top 100 dominé par les États-Unis

En 2008, les 100 principales entreprises productrices d'armement dans le monde ont affiché globalement un chiffre d'affaires de 386,12 milliards de dollars réalisés dans les contrats d'armement (sur un chiffre d'affaires total de 1 022,58 milliards de dollars). Le chiffre d'affaires réalisé dans l'armement est en hausse de +10,03 % par rapport à celui de 2007. Le Top 100 de l'année 2008 compte 43 firmes américaines, 26 firmes de l'Union européenne, et 31 firmes établies dans le reste du monde (y compris les pays européens non membres de l'UE). En 2007, cette répartition était de respectivement 45, 23, 32, ce qui signifie que 3 nouvelles firmes européennes se sont hissées dans le Top 100.

Graphique 3. **Chiffre d'affaires total, « civil » et « défense » des 100 principaux producteurs d'armements dans le monde**
en milliards de dollars courants



Source : GRIP, sur la base de *Defense News*

Tableau 3. **Les 10 principales firmes de production d'armement en 2008**
chiffre d'affaires en millions de dollars de 2008

Rang 2008	Entreprise	Pays	CA Défense	CA Total	CA Défense en % du CA Total	Rang 2007
1	Lockheed Martin	US	39 550,0	42 731,0	92,6	1
2	BAE Systems	UK	32 667,0	34 351,0	95,1	3
3	Boeing	US	31 082,0	60 909,0	51,0	2
4	Northrop Grumman	US	26 579,0	33 887,0	78,4	4
5	General Dynamics	US	22 854,0	29 300,0	78,0	5
6	Raytheon	US	21 551,8	23 174,0	93,0	6
7	EADS	NL	16 206,6	63 639,4	25,5	7
8	L-3 Communications	US	12 159,0	14 901,0	81,6	8
9	Finmeccanica	I	10 219,0	22 119,0	46,2	9
10	United Technologies	US	9 975,8	58 681,0	17,0	10
		Total	222 844,2	383 692,4		

Source : GRIP, sur la base de *Defense News*

La liste complète des entreprises du Top 100 pour 2008 est mise à disposition en **annexe 3**. L'ensemble des données pour la période 1998 à 2008 est également disponible dans la rubrique « Banque de données » sur le site internet du GRIP.

Certaines firmes sont actives quasi exclusivement sur les marchés militaires (notamment les plus importantes d'entre elles, telle que Lockheed Martin qui réalise plus de 90 % de son chiffre d'affaires dans l'armement), tandis que d'autres sont plus largement diversifiées. En moyenne, 37,8 % du chiffre d'affaires global des firmes du Top 100 étaient dépendants des marchés de l'armement en 2008, ce qui est sensiblement plus élevé que l'année précédente (33,4 % en 2007). Ce taux de dépendance du chiffre d'affaires à l'égard de l'armement est en croissance depuis 1998, année où il s'établissait à seulement 20,6 % (**graphique 3**).

L'évolution du Top 100 des firmes de l'armement se caractérise par un processus de concentration très important et par une forte domination des groupes américains. Les 10 premières firmes du Top 100 (**tableau 3**) ont généré en 2008 un chiffre d'affaires « armement » de 223 milliards de dollars, ce qui représentait 57,7 % du chiffre d'affaires « armement » global du Top 100. Sept des dix principaux producteurs mondiaux sont américains. Les cinq premiers groupes américains – les « Big Five » : Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, General Dynamics et Raytheon – ont totalisé un chiffre d'affaires « armement » de 141,6 milliards en 2008, ce qui représente 36,7 % du chiffre d'affaires « armement » total du Top 100.

Ce classement des 10 premiers groupes mondiaux est identique à celui de l'an dernier, hormis une inversion de places entre l'Américain Boeing et le Britannique BAE Systems, ce dernier se hissant pour la première fois à seconde place du classement mondial.

3.2. Ralentissement dans les fusions et acquisitions

Le mouvement des fusions et acquisitions amorcé au milieu des années 1990 s'est poursuivi, mais à rythme nettement moins soutenu et avec des transactions de valeurs inférieures à celles constatées les années précédentes.

En 2008, seules quatre opérations d'acquisition ont dépassé le milliard de dollars. La plus importante concerne deux groupes américains et a consisté en l'acquisition de l'électronicien d'armement EDS (33e au Top 100 de 2007) par Hewlett-Packard pour 13,9 milliards de dollars. Rappelons qu'en septembre 2007, ITT Corporation avait aussi absorbé l'électronicien d'armement EDO Corporation (60e au Top 100 de 2006) pour 1,7 milliard (cf. *Compendium 2009*, p. 18). Ces deux opérations pourraient être le signe d'un retour progressif sur les marchés de l'armement de grands groupes de l'électronique qui s'en étaient dégagés précédemment (généralement dans les années 1990) où qui n'y étaient que peu présents.

Une deuxième acquisition majeure survenue en octobre 2008 est le rachat de l'américain DRS Technologies (21e au Top 100 de 2007) par l'Italien Finmeccanica pour 5,2 milliards USD. Cette opération transatlantique est emblématique d'une offensive remarquée des principaux groupes européens pour étendre leurs activités sur le marché des États-Unis. En effet, sur les 16 opérations d'acquisitions de plus de 100 millions de dollars survenues en 2008, huit concernent l'acquisition de firmes américaines par des groupes européens, dont six par des groupes britanniques (BAE Systems, Serco, QinetiQ, et trois acquisitions par Cobham).

Les deux autres opérations de plus d'un milliard de dollars sont intra-européennes. La première est strictement financière ; il s'agit de l'acquisition de l'entreprise aéronautique néerlandaise Stork B.V. par l'investisseur institutionnel britannique Candover Investments Plc pour 1,5 milliards d'euros (2,16 milliards de dollars). La seconde est française et porte sur le rachat par Dassault Aviation des 20,8 % du capital de Thalès détenu par Alcatel-Lucent, pour un montant de 1,57 milliards d'euros (41 262 481 actions au prix de 38 euros par action). Le transfert des actions et le paiement de la transaction ont eu lieu à la date du 19 mai 2009.

3.3. L'armement et la débâcle financière de 2008

Comme l'indique le **graphique 3**, la crise financière mondiale n'a pas encore eu d'effet sur les chiffres d'affaires des principaux groupes d'armement qui, en 2008, ont encore enregistré une croissance de 10 % par rapport à l'année 2007. Ceci s'explique notamment par la nature particulière du secteur, peu affecté par le comportement

des consommateurs et le cycle général des affaires, mais très dépendant de cycles d'acquisition longs d'équipements militaires financés par les dépenses publiques.

La période faste de 2001 à 2008, marquée par la croisade contre le terrorisme sous la présidence de George W. Bush, a assuré aux principaux groupes de l'armement des commandes importantes qui devraient stabiliser leurs revenus, au moins pour l'année ou les deux années à venir.

Pour le secteur de l'armement, aux États-Unis en particulier, la première décennie du 21e siècle s'est déroulée dans un climat d'euphorie sans précédent sur les marchés financiers, semblant un temps accréditer la thèse d'un secteur de l'armement imperturbable et insensible aux fluctuations de l'économie réelle. Les performances du secteur de l'armement peuvent être mesurées par des indices boursiers spécifiques : le New York Stock Exchange Arca Defense Index (DFI) composé de 14 firmes parmi les plus représentatives de l'industrie de l'armement aux États-Unis[8], et son équivalent européen Dow Jones STOXX TMI Aerospace & Defense (SXPARO.Z), coté à Zurich, et composé de 15 valeurs parmi les plus représentatives de l'industrie de l'armement européenne[9]. L'évolution de ces indices spécifiques peut être comparée à celle des indices généraux des marchés. Dans cette analyse, l'indice de l'armement européen SXPARO.Z sera comparé au Dow Jones STOXX50 (noté SX5P.Z et reflétant 50 valeurs de premier ordre européennes, ou « blue-chip ») et à l'indice total du marché Dow Jones STOXX Total Market Index (BKXP). De façon similaire, l'indice américain DFI sera comparé au Dow Jones Industrial Average (DJIA, 30 « blue-chip » américaines), au Dow Jones Wilshire 5000 (DWC, indice total du marché américain), ainsi qu'à l'indice des valeurs technologiques Nasdaq (noté IXIC).

Sur la fin des années 1990, emportés par les promesses de la « nouvelle économie », les investisseurs avaient marqué un certain désintérêt pour le secteur de l'armement. Aux États-Unis notamment, l'indice du secteur de l'armement DFI sous-performait nettement par rapport aux indices généraux, comme l'indique le **graphique 4**. À partir du printemps 2000, l'éclatement de la bulle spéculative autour des valeurs du Nasdaq signalera un spectaculaire retournement de situation. Dès le 13 mars 2000, alors que le Nasdaq est entrainé dans une chute vertigineuse qui durera deux ans et six mois, le regain d'intérêt pour les valeurs de l'armement sera pratiquement instantané, confirmant le statut de valeur refuge et de long terme de ce secteur. Un enchainement de plusieurs « effets d'aubaine », en particulier les attentats du 11 septembre 2001 et l'invasion de l'Irak le 20 mars 2003, imprimeront aux valeurs de l'armement (représentées par l'indice DFI) une trajectoire en hausse continue au cours des cinq années suivantes : une analyse rétrospective du comportement de l'indice DFI sur longue période (**graphique 4**) nous révèle qu'entre le 30 septembre 1996 et son point culminant du 6 novembre 2007, l'indice DFI a affiché une plus-value dépassant les 1 000 %, tandis que les indices généraux, durablement affectés par la chute du Nasdaq, stagnaient avec un gain de l'ordre de 40 % seulement sur la même période. Sur le continent européen, la surperformance du secteur de l'armement est nettement moins prononcée, mais néanmoins visible[10].

La panique financière de l'automne 2008 aura cependant pour effet de stopper net la fulgurante progression de la cotation des valeurs de l'armement, emportées comme celles de tous les autres secteurs dans le tourbillon de la crise des *subprimes*.

Pour rappel, les premiers signes de la crise sont apparus dès le mois de juin 2007 alors que l'écart entre le taux d'intérêt des eurodollars et celui des bons du Trésor américain commençait à se creuser, signe que les banques sentaient venir le risque[11].

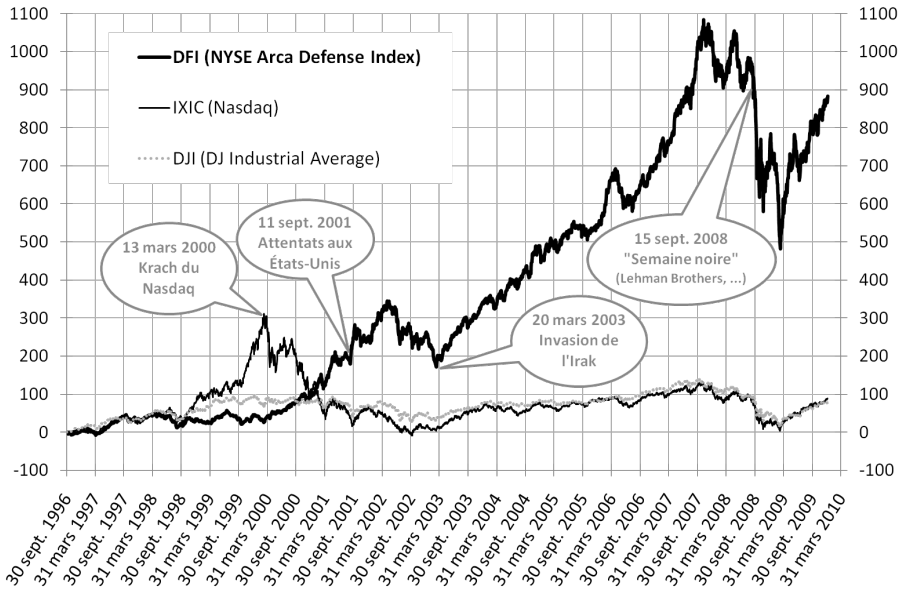
8. Alliant Techsystems (ATK), Boeing Co (BA), DynCorp International Inc.(DCP), Esterline Technologies (ESL), Flir Systems (FLIR), General Dynamics (GD), Goodrich Corp (GR), L-3 Communications Hldgs (LLL), Lockheed Martin (LMT), Northrop Grumman (NOC), Raytheon Co (RTN), Rockwell Collins (COL), SAIC, Inc. (SAI), Teledyne Technologies (TDY).

9. Bae Systems (BA.L) , Chemring Grp (CHG.L), Cobham (COB.L), EADS (EAD.PA), Finmeccanica (FNC.MI), Meggitt (MGGT.L), MTU Aero Engines Hldg (MTX.DE), Qinetiq Grp (QQ.L), Rolls Royce Grp (RR.L), Saab B (SAABB.ST), Safran (SAF.PA), Thales (HO.PA), Ultra Electronics (ULE.L), VT Grp (VTG.L), Zodiac Aerospace (ZC.PA).

10. La comparaison des divers indices, européens et américains, est régulièrement mise à jour sur le site Internet du GRIP (< http://www.grip.org >, rubrique « Banques de données »)

11. Le taux d'intérêt des eurodollars est le prix auquel les banques se prêtent des dollars, tandis que les bons du Trésor sont considérés comme des placements sans risque, avec un taux stable. Plus les banques estiment que la situation est risquée, plus elles sont réticentes à se prêter de l'argent et plus l'écart entre ces deux taux augmente.

Graphique 4. **L'armement aux États-Unis : une valeur refuge et de long terme**



Source : Mampaey, sur la base des cours historiques

La crise éclatera réellement en août 2007, avec une première intervention publique pour relancer le marché interbancaire. Mais, malgré l'instabilité ambiante et les faillites de Bear Stearns et Indymac au printemps 2008, il faudra plusieurs mois avant qu'elle n'affecte réellement les groupes de l'armement : l'indice DFI poursuivra sa course ascendante à un rythme soutenu, jusqu'à atteindre un sommet historique de 1 807 points le 6 novembre 2007. Le début de l'année 2008 sera morose, mais on ne peut pas encore parler de débâcle : le 19 mai 2008, après une légère baisse, l'indice DFI atteindra un nouveau sommet à 1 763 points, très proche de celui atteint six mois plus tôt.

Le DFI n'échappera cependant pas aux conséquences de la « semaine noire » du 15 septembre 2008. Le week-end des 13 et 14 septembre 2008, Hank Paulson (secrétaire au Trésor) et Ben Bernanke (président de la *Federal Reserve*) annoncent la décision de vendre Merryl Linch à Bank of America et de laisser tomber la banque Lehman Brothers. Dans la foulée, Paulson est contraint de nationaliser l'assureur AIG, incapable de faire face aux polices d'assurances offertes aux banques contre les risques de baisse des titres immobiliers. Aux yeux du « marché », les grands noms plusieurs fois centenaires du secteur bancaire ne valent tout simplement plus rien, ce qui est à la fois absurde et inexact mais témoigne de l'hystérie et de l'irrationalité des marchés. L'hécatombe bancaire se poursuit avec l'effondrement des cours de deux grandes banques d'affaires, Morgan Stanley et Goldman Sachs, qui annonceront quelques jours plus tard leur décision de renoncer à leur statut de banques d'affaires pour se transformer en banques commerciales.

Les difficultés accumulées par les grandes banques d'affaires ont probablement été déterminantes pour le comportement de l'indice DFI. Il n'y avait aucune raison pour que les groupes de l'armement, dont le cycle d'affaires est lié à des dépenses publiques portant sur des programmes d'armements sur le long terme, soient particulièrement affectés par le plongeon de l'immobilier ou par le recul de la consommation des ménages. Par contre, les difficultés de banques d'affaires et de grands gestionnaires d'actifs, tels que Goldman Sachs, qui comptent aussi parmi les principaux actionnaires du secteur de l'armement et contrôlent une fraction du capital significativement plus importante que dans les autres secteurs industriels[12], a sans aucun

12. Pour une analyse de la structure du capital dans les groupes de l'armement aux États-Unis, voir Luc Mampaey, *Gouvernement d'entreprise, finance et technologie dans les groupes de production d'armement aux États-Unis : une lecture institutionnaliste*, Thèse de doctorat, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 10 juillet 2009, disponible sur le site du GRIP : < http://data.grip.org/documents/200910091713.pdf >.

doute pesé lourdement sur l'investissement et le cours des groupes de l'armement. Et cela d'autant plus qu'au même moment, la campagne électorale tournait à l'avantage du démocrate Barack Obama et qu'aucune nouvelle guerre ne se profilait à l'horizon.

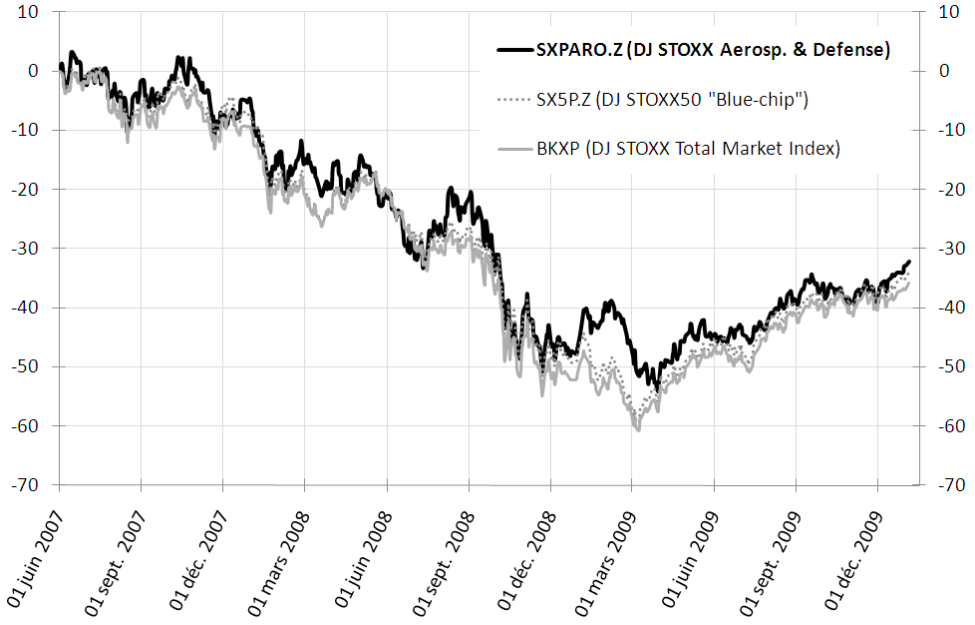
Peut-on pour autant parler d'une débâcle dans le secteur de l'armement ? La situation est contrastée selon la rive de l'Atlantique. Depuis le début de la crise financière (1er juin 2007 sur les **graphiques 5 et 6**), la cotation des groupes européens de l'armement (indice SXPARO.Z) surperforme toujours très légèrement les indices généraux, mais épouse globalement les mêmes tendances (**graphique 5**). Plus diversifiés et moins dépendants de l'armement que leurs homologues américains, les grands groupes européens ont vu leur valorisation financière affectée dans les mêmes proportions que les autres secteurs industriels, soit une perte de l'ordre de 32 % pour l'indice armement, et de 34 à 36 % pour les deux indices généraux STOXX50 et STOXX TMI, depuis le 1er juin 2007.

Aux États-Unis par contre (**graphique 6**), la situation est beaucoup plus contrastée. Au 4 janvier 2010, le Nasdaq était toujours en recul de 12 % par rapport à son niveau du 1er juin 2007, tandis que les indices généraux DJI et DWC affichaient une perte de respectivement 23 et 25 %. Sur la même période, le secteur de l'armement (DFI) affiche par contre une plus-value de 2,6 % et retrouve ainsi, début 2010, un niveau comparable à celui d'avant la crise.

Ces comparaisons confirment une fois de plus le caractère de « valeur de long terme » du secteur de l'armement, voire son statut de valeur refuge. Les investisseurs stables dans le secteur de l'armement ont été récompensés, renouant avec les plus-values boursières bien avant les autres secteurs de l'économie.

L'avenir est toutefois marqué par un degré d'incertitude assez inédit après ces dix années d'euphorie. Aux États-Unis, malgré les conséquences budgétaires du bourbier afghan, plusieurs indices semblent indiquer que les budgets 2010 et 2011 marqueront le retour à un certain réalisme, en prévoyant notamment le report ou l'annulation pure et simple de plusieurs programmes coûteux hérités de la Guerre froide (F-22 Raptor, destroyer furtif DDG-1000 et avion Osprey par exemple) ainsi que la suspension du déploiement des systèmes de défense anti-missile qui n'ont pas prouvé leur efficacité. Plus généralement, il est vraisemblable que plusieurs gouvernements se verront contraints de réduire leurs dépenses militaires pour faire face à l'envol des déficits budgétaires. Ces décisions pourraient dans les prochaines années avoir un

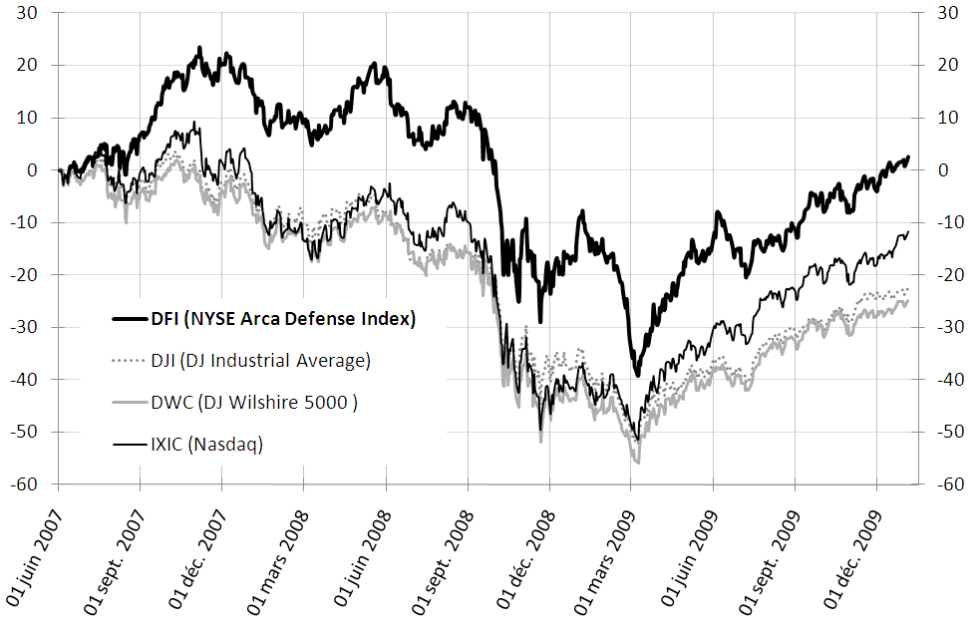
Graphique 5. **L'armement et les marchés financiers en Europe**



Source : Mampaey, sur la base des cours historiques

impact significatif sur la demande et le chiffre d'affaires des groupes d'armement, et affecter leur valorisation boursière si les « marchés » venaient à douter de la primauté séculaire de l'option militaire dans la politique étrangère des États-Unis.

Graphique 6. **L'armement et les marchés financiers aux États-Unis**



Source : Mampaey, sur la base des cours historiques

4. Transferts internationaux d'armements conventionnels

4.1. Tendances générales

L'indicateur de tendance établi par le SIPRI évalue les transferts d'armes internationaux à 22,7 milliards de dollars en 2008 (au prix et taux de change de 1990), soit une hausse de 32,4 % depuis le minimum enregistré en 2002 pour la décennie écoulée.

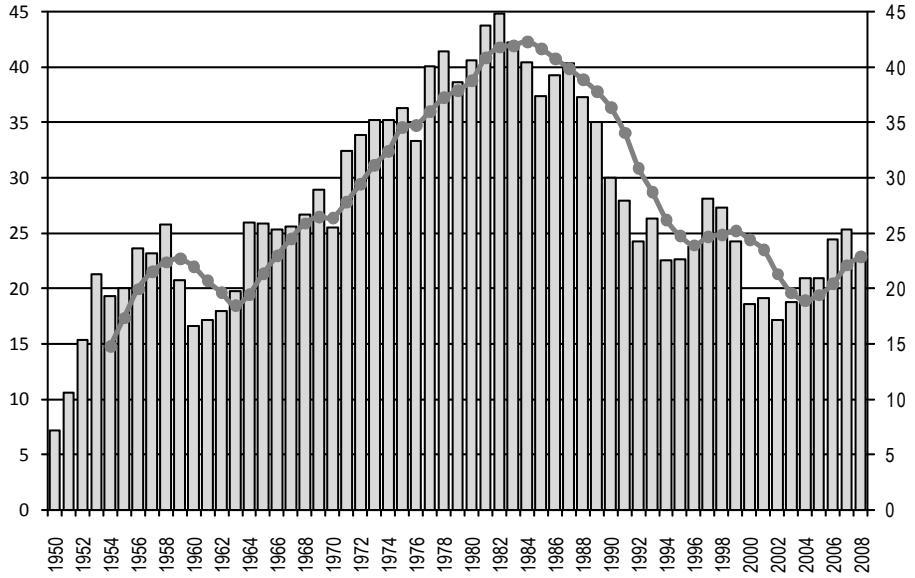
Hormis un creux observable au début des années 1960, les transferts internationaux d'armements ont connu une hausse continuelle jusqu'en 1982, qui constitue un sommet historique à 44,8 milliards de dollars (au prix et taux de change de 1990). Elles ont ensuite diminué de moitié au cours de la période 1983-1995, qui sera suivie d'une recrudescence modérée jusqu'en 1997. Cette évolution du milieu des années 1990 est attribuable surtout aux importantes livraisons d'armements effectuées par les États-Unis aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1990-1991, suivies d'un rééquipement important des pays du Golfe les années suivantes, ainsi qu'à une demande soutenue pour une modernisation de l'armement en Asie de l'Est et plus tard en Amérique du Sud. Les transferts d'armements conventionnels ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2002, selon le SIPRI.

L'indicateur de tendance de longue période basé sur des moyennes mobiles établies sur des périodes de cinq ans indique un point d'inflexion très net en 2004, qui pourrait être le signe d'une nouvelle phase haussière : la moyenne quinquennale de la période 2004-2008 est de 20,9 % supérieure à la moyenne de la période 2000-2004 (**graphique 7**).

Le **graphique 7** illustre l'évolution des transferts d'armements conventionnels depuis 1950. Bien qu'en hausse, la dernière moyenne quinquennale (2004-2008) ne représente toujours qu'un peu plus de 50 % du niveau constaté au début des années 1980. L'année 2008 est comparable au niveau observé il y a cinquante ans, à la fin des années 1950. Il faut cependant garder à l'esprit que les avancées de ces vingt dernières en matière de contrôles des exportations d'armes

Graphique 7. **Tendance des transferts internationaux d'armements conventionnels, 1950-2008**

indicateur de tendance (TIV), en milliards de dollars, aux prix de 1990



Note : L'histogramme représente les totaux annuels, en milliards de dollars, aux prix de 1990. La courbe représente un indicateur de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) basé sur des moyennes mobiles de cinq ans : la moyenne est pointée à l'année correspondant à la dernière année de la période de cinq ans (exemple : l'abscisse 1980 correspond à la moyenne de la période 1976-1980, l'abscisse 2008 correspond à la moyenne 2004-2008).

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org/ >

Tableau 4. **Les10 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, totaux de la décennie 1998-2008**
en milliards de dollars US, aux prix et taux de change de 1990

Offre mondiale (1999-2008)		**212,34**		**Demande mondiale** (1999-2008)		**212,34**	
1	États-Unis	70,13	33,0%	1	Chine	24,91	11,7%
2	Russie	53,54	25,2%	2	Inde	15,62	7,4%
3	Allemagne	18,19	8,6%	3	Corée du Sud	11,22	5,3%
4	France	16,30	7,7%	4	Grèce	9,88	4,7%
5	Royaume Uni	10,70	5,0%	5	Émirats Arabes Unis	8,92	4,2%
6	Pays-Bas	5,16	2,4%	6	Turquie	7,88	3,7%
7	Ukraine	4,47	2,1%	7	Israël	6,87	3,2%
8	Italie	4,37	2,1%	8	Australie	6,46	3,0%
9	Chine	4,14	1,9%	9	Égypte	6,43	3,0%
10	Suède	4,12	1,9%	10	Royaume Uni	5,56	2,6%
Part des 10 plus grands exportateurs			**90,0%**	**Part des 10 plus grands importateurs**			**48,9%**

Source : SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org/ >

– renforcement des législations nationales, Registre des armes conventionnelles des Nations unies en 1992, Arrangement de Wassenaar en 1993, Code de conduite de l'Union européenne en 1998 (adopté en Position commune juridiquement contraignante en décembre 2008), etc. – ont permis d'accroitre considérablement la fiabilité des informations disponibles. En revanche, plus on remonte dans le temps, plus les données doivent être maniées avec précaution et réserve.

4.2. Principaux importateurs et exportateurs

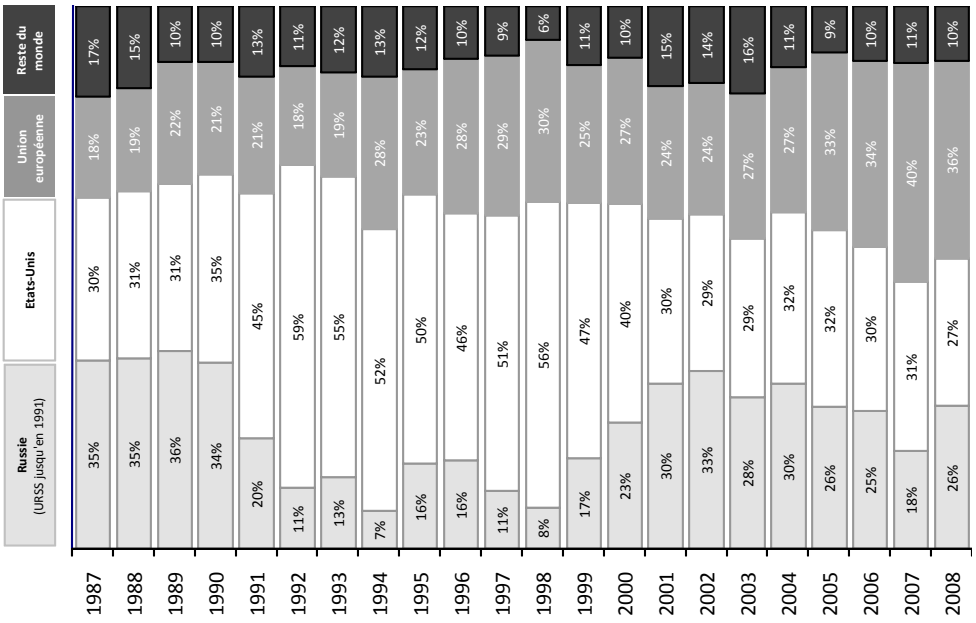
L'essentiel du marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, tant du côté de l'offre que du côté de la demande (**tableau 4**). Si nous prenons en compte la somme des exportations effectuées au cours de la décennie 1999-2008, nous constatons que 10 pays fournisseurs se partagent 90,0 % du marché. Les deux premiers exportateurs dominent à eux seuls près de 60 % des transferts : ce sont les États-Unis (3,08 %), et la Russie (25,2 %). Les huit suivants ont des parts de marché inférieures à 10 %. Ce sont, dans l'ordre, l'Allemagne (8,6 %), la France (7,7 %), le Royaume-Uni (5,0 %), les Pays-Bas (2,4 %), l'Ukraine (2,1 %), l'Italie (2,1 %), la Chine (1,9 %) et la Suède (1,9 %).

Cette concentration est aussi vérifiable du côté de la demande, quoique de façon moins aiguë. Les 10 premiers importateurs absorbent 48,9 % du total des transferts d'armements conventionnels au cours de la décennie 1999-2008. La Chine est en tête, avec 11,7 % des importations mondiales. Elle est suivie, dans l'ordre, par l'Inde (7.4 %), la Corée du Sud (5,3 %), la Grèce (4,7 %), les Émirats arabes unis (4,2 %), la Turquie (3,7 %), Israël (3,2 %), l'Australie (3,0 %), l'Égypte (3,0 %) et le Royaume-Uni (2,6 %).

Les tableaux de l'**annexe 4** donnent une ventilation détaillée des ventes totales des 10 principaux exportateurs vers les 50 principaux importateurs pour la période 1999-2008 ; cette présentation couvre environ 92 % des transferts mondiaux. Une présentation détaillée par année des 50 principaux exportateurs et importateurs d'armements conventionnels pour la période 1999-2008 est également reprise dans les **annexes 5 et 6**.

Rappelons qu'il s'agit d'indicateurs de tendance (TIV, *Trend Indicator Value*) établis par le SIPRI, en millions de dollars US, aux prix et taux de change de 1990.

Graphique 8. **Transferts internationaux d'armements conventionnels Union européenne, États-Unis et Russie, en % du total mondial, 1987-2008**



Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org/ >

Le **graphique 8** illustre la répartition du commerce mondial des armements conventionnels entre les trois principaux acteurs : l'Union européenne, la Russie et les États-Unis, la quatrième série représentant l'ensemble des autres pays. Les principales évolutions par région sont décrites ci-dessous.

Union européenne

La part de l'Union européenne dans les exportations mondiales d'armes conventionnelles est estimée à 36 % en 2008. Sept États membres de l'UE figurent parmi les dix plus importants exportateurs d'armes mondiaux (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Espagne, Suède).

L'évolution très marquée de la part de marché de l'Union européenne appelle cependant quelques commentaires.

Le **graphique 8** a été élaboré en faisant varier le contenu de la série « Union européenne » au gré de la construction européenne. À l'abscisse 1987, l'Union européenne comprend douze pays seulement : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. À l'abscisse 1995 s'ajoutent la Finlande et la Suède, et ainsi de suite jusqu'aux 27 pays qui constituent l'Union européenne en 2007.

L'élargissement de l'Union européenne est donc une première explication à la croissance de la part de l'UE dans le commerce mondial des armes, part qui a progressé de 18 % en 1987 à 36 % en 2008. S'il est bien compréhensible que l'intégration de nouveaux membres disposant d'une importante base industrielle de production d'armement, notamment la Pologne et la République tchèque, a sensiblement renforcé la position de l'Union européenne sur le marché mondial des armements, il ne s'agit cependant pas de la seule explication.

En effet, les transferts d'armes des pays de l'UE étant toujours soumis à un régime national de licences, une partie importante des transferts attribués à l'UE ne traduit pas seulement les exportations de l'UE vers le reste du monde, mais inclut aussi tous les transferts intra-communautaires, c'est-à-dire entre pays de l'UE. Selon le onzième rapport annuel[13] du groupe COARM de l'UE, établi en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements[14], 31,6 % de

13. Disponible sur le site du GRIP : < http://data.grip.org/document.asp?code=200911161058 >

14. Le 8 décembre 2008, le Conseil de l'Union européenne a transformé le Code de conduite en une « Position commune », le rendant ainsi juridiquement contraignant pour les 27 États membres. Le texte est disponible sur http://data.grip.org/document.asp?code=200909111123.

la valeur des licences européennes d'exportations d'armements accordées et 39,9 % des livraisons effectives de l'année 2008 concernaient en réalité des transferts intra-communautaires. Déduction faite de ces transferts intra-communautaires (environ un tiers du total des transferts communiqués par les pays membres), on peut estimer que les transferts européens nets vers le reste du monde ont tout de même représenté environ 25 % du total mondial en 2008, c'est-à-dire à peu près autant que les États-Unis ou la Russie.

Cette situation n'est pas neuve, les transferts de l'UE ont en effet toujours comporté une part importante de transferts intracommunautaires, y compris dans les années 1980 lorsque la part globale de l'UE avoisinait seulement les 20 % du total mondial. Les explications que nous venons de donner ne doivent toutefois pas occulter une réalité qui soulève un certain nombre de questions : déduction faite des transferts intracommunautaires, la part de l'Union européenne dans le commerce mondial des armements est en progrès significatif et continu. En d'autres termes, l'Union européenne parvient à consolider, voire renforcer, sa position globale sur le marché de l'armement, malgré des législations nationales toujours plus contraignantes, et malgré la rigueur Code de conduite européen en matière d'exportations d'armes, dont les critères ont été rendu juridiquement contraignant par la Position commune du 8 décembre 2008[15]. Ces dispositions constituent indéniablement des avancées importantes en termes de transparence et de monitoring des exportations, de même qu'elles imposent une analyse éthique et politique plus approfondie que par le passé. Si elles ont certainement dans de nombreux cas permis d'éviter des exportations vers des destinations trop sensibles, il faut cependant reconnaître qu'elles n'ont pas permis de réduire l'ampleur des flux globaux d'armements dans le monde.

Après les transferts intracommunautaires, le continent asiatique est la principale destination des armes européennes (21,4 % du total), suivi directement par le Moyen-Orient (14,9 %). Viennent ensuite le continent américain, l'Océanie et l'Afrique (**tableau 5**).

La consolidation de la position européenne sur le marché des exportations d'armes conventionnelles est aussi le résultat d'une concurrence de plus en plus exacerbée entre les États membres, et plus particulièrement entre l'Allemagne et la France, les deux pays n'hésitant pas à tenter de s'approprier des parts de marché traditionnellement dévolues à l'autre, au risque parfois de fragiliser les relations bilatérales. En 2008 par exemple, Paris a conclu un accord de vente de sous-marins au Brésil pour un montant de 8,6 milliards d'euros alors que Brasilia se tournait traditionnellement vers Berlin pour l'acquisition de ce type d'armement. Dans le même temps, l'Allemagne se préparait à contracter la vente de trois sous-marins au Pakistan dont la France était l'un des principaux fournisseurs d'armes ces dernières décennies.

15. *Idem*.

Tableau 5. **Les licences d'exportations accordées par les pays membres de l'Union européenne en 2008, par régions**

en millions d'euros ou en pourcentage du total

Europe	**13 689**	**41,0%**
Union européenne	10 595	31,8%
Autres pays européens	3 094	9,3%
Amérique	**3 984**	**11,9%**
Amérique du Nord	3 176	9,5%
Amérique centrale et Caraïbes	38	0,1%
Amérique du Sud	770	2,3%
Asie	**7 146**	**21,4%**
Asie centrale	20	0,1%
Asie du Nord-Est	2 726	8,2%
Asie du Sud	1 758	5,3%
Asie du Sud-Est	2 642	7,9%
Afrique	**1 349**	**4,0%**
Afrique du Nord	985	3,0%
Afrique subsaharienne	364	1,1%
Moyen-Orient	**4 963**	**14,9%**
Océanie	**2 236**	**6,7%**
Total	**33 367**	**100,0%**

Source : Onzième rapport du COARM, http://data.grip.org/document.asp?code=200911161058

Russie

Après une baisse significative de sa part dans les exportations mondiales en 2007[16], selon le SIPRI,

16. En 2007, les exportations russes d'armes conventionnelles représentaient 17,9% des exportations mondiales contre 25,3% un an plutôt.

la Russie a reconquis une position comparable à celle des États-Unis avec 26 % du total mondial en 2008. Contrairement aux États-Unis cependant, les exportations russes sont nettement moins diversifiées. Sur la période 1999-2008, près de 43 % des exportations russes d'armements sont destinées à la Chine, et 22 % à l'Inde, ces deux pays absorbant donc environ deux tiers des transferts russes (voir les tableaux de l'**annexe 4**). La Chine et l'Inde manifestent cependant clairement leur intention de devenir auto-suffisants en matière de production de systèmes d'armement, soit en acquérant des composants ou de sous-systèmes de hautes technologies dans le but de les copier (cas de la Chine), soit par la mise en œuvre de programmes communs indo-russes dans le cas de l'Inde. Cette très forte dépendance à l'égard de deux pays conduit la Russie à une recherche active de nouveaux clients, parmi lesquels l'Algérie et le Venezuela se sont détachés ces derniers mois.

L'Algérie, le Venezuela et l'Iran sont trois clients importants de la Russie, comptant respectivement pour 6,3 %, 3,6 % et 3,3 % des exportations russes au cours de la période 1999-2008. L'Algérie est donc devenue, ces dernières années, le troisième plus grand importateur d'armes de Russie, dépassant l'Iran reléguée au cinquième rang. En 2006, Alger et Moscou ont signé un contrat de 4,7 milliards de dollars pour la vente, entre autres, d'une soixantaine d'avions de combat russes et de quarante chars T-90. Toutefois en 2008, l'Algérie a annulé le contrat de vente et décidé de renvoyer les 24 avions de chasse russes déjà livrés en raison d'une qualité jugée inférieure aux attentes[17].

L'une des principales raisons de cette forte concentration sur un nombre très limité de clients traditionnels est la vétusté de l'industrie de l'armement russe, à laquelle les autorités russes avaient promis de répondre par une assistance financière substantielle pour l'année 2009. Les officiels russes admettent en effet que les matériels vendus aujourd'hui sont le fruit de développements datant des années 1970-1980 et que, faute d'investissements suffisants en recherche et développement, la Russie n'est plus capable d'offrir des matériels technologiquement compétitifs. La qualité des matériels russes est nettement en dessous des standards occidentaux et, à moins d'une amélioration de la qualité, la position russe pourrait continuer à se dégrader face aux compétiteurs occidentaux. L'autre frein à l'extension géographique des exportations d'armes russes réside dans la récurrence des retards de livraisons. Ainsi, fin 2008, la Russie accumulait des retards pour des contrats équivalents à près de 30 milliards de dollars, notamment envers des clients aussi importants que la Chine et le Venezuela[18].

Rappelons qu'en janvier 2007, le président Vladimir Poutine a institué par décret l'agence gouvernementale *Rosoboronexport* comme unique agence compétente pour l'exportation de systèmes d'armes, ôtant ainsi à quatre grands groupes industriels le droit de contracter directement. Officiellement destinée à éviter la concurrence entre firmes russes pour les marchés extérieurs, la mesure a surtout pour objectif de procurer de nouvelles recettes à l'État russe dans la mesure où les firmes rémunèrent *Rosoboronexport* pour les services rendus à hauteur de 5 à 15 % de la valeur des contrats. Le décret du président Poutine prévoit aussi que les profits de *Rosoboronexport* doivent être réinvestis dans les programmes de recherche et développement, ce qui accroit encore davantage le contrôle étatique sur les programmes de R&D.

États-Unis

En 2008, les États-Unis demeurent le plus important exportateur d'armes conventionnelles avec une part de marché estimée à 27 %, mais ils sont talonnés tant par le retour de la Russie (26 %) que par les transferts extracommunautaires de l'Union européenne. L'ensemble des « autres pays » ne représentant que 10 % des transferts mondiaux d'armement, ont peut considérer que le marché mondial des armements se partage désormais en parts égales entre les États-Unis, la Russie et l'Union européenne.

Les exportations américaines d'armements sont géographiquement très diversifiées, bénéficiant d'une « clientèle » nombreuse qui a l'avantage de n'être dominée par aucun pays en particulier (le principal d'entre eux, la Corée du Sud, ne représente que 11 % du total). Les deux principales régions bénéficiaires sont le Moyen-Orient et l'Asie, chacune à hauteur de 37 % du total des exportations américaines.

17. En février 2009, le ministre russe de la défense a accepté de racheter à l'Algérie les 24 Mig-29.

18. Pour la période 2004-2008, les achats d'armements russes par Caracas représentaient 7 % du total des exportations russes d'armes.

Au Moyen-Orient, les principaux clients des États-Unis sont Israël, l'Égypte et les Émirats arabes unis, qui représentent respectivement 8,3 %, 7,3 % et 5,7 % des ventes américaines au cours de la période 1999-2008 (voir les tableaux de l'**annexe 4**). Quelque 85 % des armements acquis par l'État hébreu proviennent des États-Unis. Les alliés traditionnels que sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman et la Turquie restent également de grands importateurs d'armes américaines[19].

En Asie, la Corée du Sud et le Japon demeurent les principaux clients des États-Unis. Environ 71 % des acquisitions sud-coréennes sont d'origine américaine, ce qui représente 11,3 % du total des ventes américaines sur la période 1999-2008. Sur la même période, le Japon a importé près de 94 % de son armement des États-Unis, ce qui représente 7 % du total des ventes américaines. Taiwan affiche le même profil (97,6 % - 6,6 %).

Le reste du monde

Les 27 États membres de l'Union européenne, les États-Unis et la Russie se partagent 90 % du marché mondial des armements, tandis que le solde se répartit sur environ 120 autres pays. Pour la période 1999-2008, si nous nous limitons à ceux dont le total des exportations dépasse le milliard de dollars, les six principaux d'entre eux sont dans l'ordre l'Ukraine, la Chine, Israël, le Canada, la Suisse et le Belarus (ou Biélorussie). Ensemble, ils totalisent 8,3 % des exportations mondiales, ce qui démontre le caractère anecdotique des exportations de la centaine de pays restant. Signalons toutefois la position de la Belgique, qui se situe au seizième rang, juste après le Belarus, et compte pour 0,4 % des exportations mondiales d'armements conventionnels.

4.3. Les transferts vers les pays les plus pauvres

Les éditions du *Compendium* antérieures à celle de 2009 illustraient la part des pays en développement dans les importations d'armements conventionnels en se basant sur les données des rapports publiés annuellement par le service de recherche et d'analyse du Congrès des États-Unis : le *Congressional Research Service* (CRS)[20]. Selon le CRS, près de 65 % des livraisons totales d'armements conventionnels ont été acheminées vers les pays en développement au cours de la décennie écoulée (1999-2008).

Le CRS adopte une définition très large et discutable des « pays en développement ». Pour le CRS, les pays en développement correspondent en effet au monde entier, à l'exception des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne, du Canada, du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Cette définition a pour conséquence que certains acteurs importants du commerce des armes, en tant que producteurs, importateurs ou exportateurs, sont classés parmi les pays en développement malgré un niveau de développement élevé (Israël, Brésil, Chine, Arabie saoudite par exemple). Les données du CRS sont donc peu pertinentes pour illustrer les flux d'armements conventionnels entre les économies les plus faibles et les pays les plus riches de la planète, ces derniers étant généralement les principaux producteurs et exportateurs.

L'approche adoptée depuis l'édition 2009 du *Compendium* vise à mieux rendre compte de cette réalité en procédant à une ventilation des importations d'armement selon l'indicateur de développement humain (IDH) défini par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'IDH est établi en calculant la moyenne des indicateurs de trois dimensions fondamentales du développement humain : l'espérance de vie (résultats relatifs d'un pays s'agissant de l'espérance de vie à la naissance), l'éducation (mesure des résultats relatifs d'un pays en matière d'alphabétisation et de scolarisation) et le revenu par habitant (mesure du PIB par personne, en dollars et à parité de pouvoir

19. S. Perlo-Freeman, *Arms transfers to the Middle East*, Sipri Background Paper, juillet 2009, http://books.sipri.org/files/misc/SIPRIBP0907.pdf

20. En 1914, le Congrès des États-Unis créa le *Legislative Reference Service* afin de se doter de son propre service d'analyse et recherche, indépendant et non partisan, sur toutes les questions législatives. Renommé *Congressional Research Service* en 1970, le CRS est au sein de la bibliothèque du Congrès des États-Unis, une agence travaillant exclusivement et directement pour les membres du Congrès. Il n'a donc pas pour mission de diffuser l'entièreté de ses travaux et il appartient aux membres du Congrès de décider les rapports qui seront rendus publics. Le *Center for Democracy & Technology*, une organisation non gouvernementale, a pour cette raison mis en place le projet Open CRS (< http://www.opencrs.com >) dont l'objectif est de faciliter l'accès du public aux travaux du CRS et d'inviter le Congrès à davantage de transparence. La plupart des rapports du CRS sont désormais disponibles sur le site de Open CRS. Chaque année, dans le courant du troisième trimestre, le CRS publie le rapport de Richard F. Grimmett intitulé *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*.

d'achat). Trois groupes de pays ont été constitués par les Nations unies sur la base de cet indicateur : un premier groupe de pays dont le développement humain est le plus faible (IDH inférieur à 0,500 ; 24 pays en 2008), un second groupe de pays dont le développement humain est moyen (IDH entre 0,500 et 0,799 ; 75 pays en 2008), et enfin les pays dont le développement est le plus élevé (IDH au moins égal à 0,800 ; 83 pays en 2008)[21].

Le **graphique 9** représente les parts de ces trois groupes de pays en pourcentage du total mondial des transferts d'armes. La composition de ces groupes de pays varie d'année en année, selon le classement établi en fonction de l'IDH dans les éditions successives du *Rapport mondial dur le développement humain* du PNUD.

Le groupe des pays les plus pauvres de la planète (IDH faible) a importé une proportion non négligeable du commerce mondial des armements conventionnels, et en croissance quasi continue, pendant toute la période de la Guerre froide. Leurs importations ont culminé en 1991 avec une part des transferts mondiaux évaluée à 23,5 % du total. La tendance s'est toutefois radicalement inversée dès 1991. En effet, la part des pays à IDH faible dans les importations d'armements a décliné de façon continue et importante, et se fixe à seulement 0,81 % du total mondial en 2008.

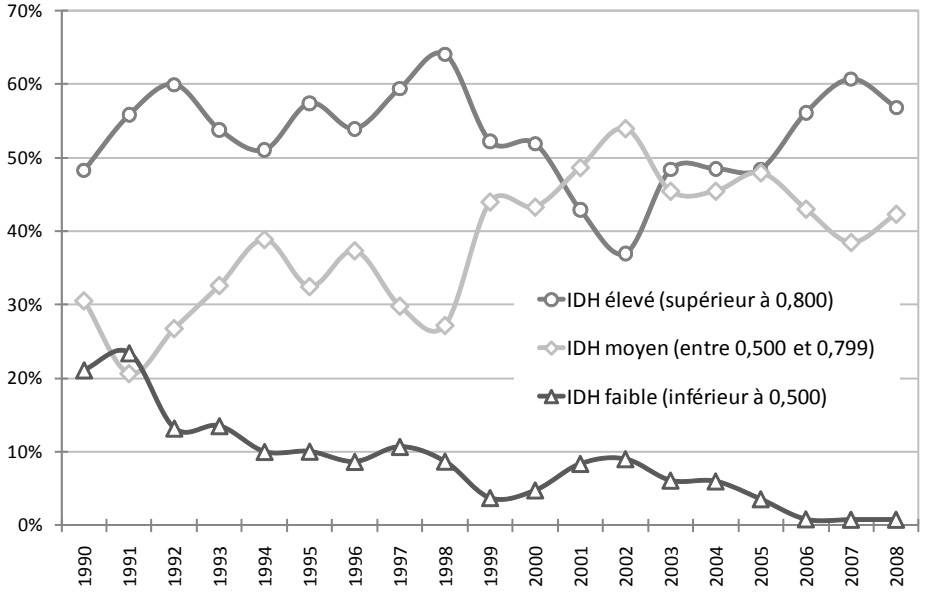
Deux explications peuvent être avancées pour expliquer cette évolution. La première tient tout simplement à la composition des groupes de pays établis selon l'IDH. De 44 pays en 1990, le groupe des pays à IDH faible ne compte plus que 22 pays en 2008. Selon le calcul de l'indice de développement humain du PNUD, la moitié des pays considérés comme les plus pauvres en 1990 ont donc vu leur situation s'améliorer au cours des vingt dernières années et figurent désormais dans le groupe des pays à IDH moyen. Inversement, le groupe des pays à IDH moyen ne comptait que 40 pays en 1990, mais 75 en 2008 ; parallèlement, sa part des importations mondiales d'armement est passée de 20,7 % en 1991 à 42,4 % en 2008. Quant au groupe des pays à IDH élevé, il est passé de 46 pays en 1990 à 83 pays en 2008, son poids progressant de 48,3 % à 56,8 % au cours de cette période.

Une deuxième explication découle du renforcement significatif des normes encadrant le commerce des armes. Les États-Unis et l'Union européenne, principaux pourvoyeurs d'armements dans le monde, se sont dotés de législations de plus en plus restrictives. Ainsi, le Code de conduite adopté en 1998 par l'Union européenne et arrêté en Position commune du Conseil le 8 décembre 2008 soumet les exportations des États membres à des règles communes impliquant le respect de huit critères, dont l'un prévoit que l'exportateur doit s'assurer de la « compatibilité des exportations de technologie ou d'équipements militaires avec la capacité technique et économique du pays destinataire » (critère 8). Bien que, comme indiqué à la section précédente, le renforcement de ces règles n'ait pas eu d'impact sur le volume global des transferts d'armements, on peut néanmoins supposer qu'elles ont eu pour effet de limiter dans certains cas les exportations vers les pays les plus pauvres.

Aussi faibles soient-elles, les importations d'armements pèseront toujours trop lourdement sur les capacités de développement de certains pays parmi les plus pauvres. Mais incontestablement, la situation s'est fortement améliorée depuis le milieu des années 1990, vraisemblablement en partie grâce au renforcement des instruments internationaux et régionaux de maîtrise et de contrôle des armements. Environ 60 % du commerce mondial des armes consistent donc en des échanges entre les pays les plus riches de la planète, qui sont également les principaux producteurs.

21. Les 24 pays dont l'indice de développement humain est le plus faible en 2008 sont : Afghanistan, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Congo (RDC), Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Timor-Leste, Togo, Zambie. Pour la liste complète des pays constituant chacun de ces trois groupes, voir *Rapport mondial sur le développement humain 2009, Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) < http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rmdh2009/ >

Graphique 9. **Distribution des importations mondiales d'armements, en fonction de l'indicateur de développement humain (IDH), de 1954 à 2008**
en % du total mondial des transferts d'armements



Source : GRIP, sur la base des données du SIPRI et du PNUD

5. Valeur financière du commerce mondial des armements

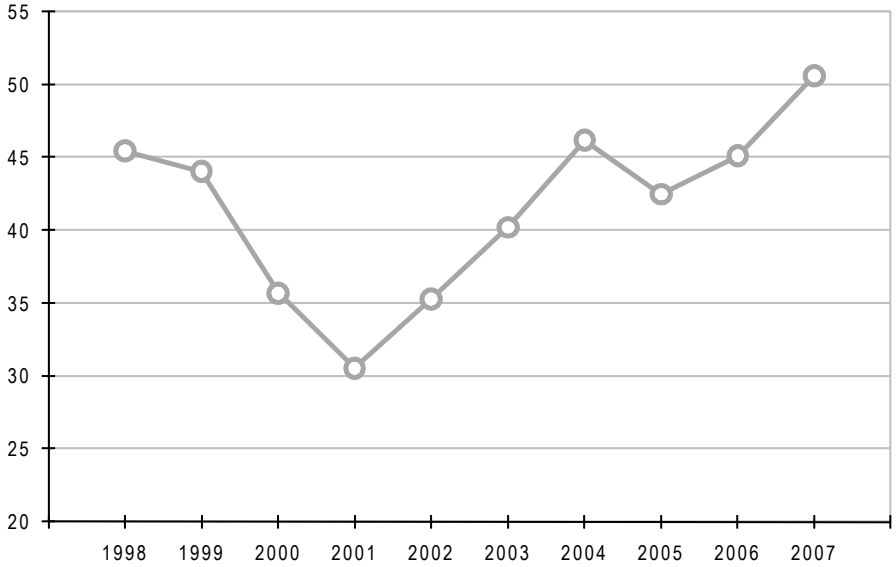
Dans ses remarques méthodologiques, le SIPRI souligne que les indicateurs de tendance (TIV) n'ont pas été conçus pour mesurer le commerce des armes en termes monétaires et économiques. Selon le SIPRI, les pays qui produisent avec régularité des rapports officiels sur leurs transferts d'armes représentent plus de 90 % de l'ensemble du commerce des armes. L'estimation de la valeur financière du commerce mondial des armements établie par le SIPRI consiste en l'addition des chiffres contenus dans les rapports nationaux officiels disponibles, pour autant que les pays concernés aient publié un rapport pour au moins cinq des neuf années de la période considérée, et seulement si le total annuel rapporté par le pays est supérieur à 5 millions de dollars.

Il arrive que certains pays publient plusieurs rapports, tous « officiels » mais basés sur des sources ou une approche différentes : tantôt les chiffres du commerce extérieur, tantôt les données relatives aux licences accordées par les ministères compétents, ou encore les déclarations des entreprises. Dans ce cas, le SIPRI retient le total le plus bas.

Les données sont ensuite converties en années calendrier, et en dollars aux prix et taux de change de 2007, avant d'être additionnées pour conduire à un total mondial. Selon ces calculs, le SIPRI estime la valeur financière du commerce mondial des armements à 50,6 milliards de dollars pour l'année 2007, ce qui représente environ 0,29 % des échanges commerciaux mondiaux de biens et services, estimés à 17 258 milliards de dollars en 2007 selon le Fonds monétaire international[22].

Cette proportion était de 0,31 % en 2006 et supérieure à 0,6 % des exportations mondiales de biens et services en 1998. Par conséquent, bien que la valeur des exportations d'armements soit, selon le SIPRI, en hausse depuis 2001, il semble que ces exportations constituent une part décroissante des échanges mondiaux de biens et services.

Graphique 10. **Valeur financière du commerce international des armements conventionnels, 1998-2007**
en milliards de dollars aux prix de 2007



Source : GRIP sur la base du SIPRI (<http://www.sipri.org/research/armaments/transfers/researchissues/measuring_atrans/financial_values>)

22. International Monetary Fund, *World Economic Outlook (WEO)- Sustaining the Recovery*, octobre 2009, p. 185, URL <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/02/pdf/text.pdf >.

Annexes

Annexe 1. **Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1999-2008**

en millions de dollars, aux prix et taux de change de 2005

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% variation 1999-2008
Union européenne (UE)												
1	Allemagne	41 822	41 147	40 474	40 604	40 044	38 816	38 060	37 133	37 233	37 237	-11,0%
2	Autriche	2 807	2 875	2 678	2 631	2 740	2 745	2 686	2 580	3 079	2 811	0,1%
3	Belgique	4 783	4 783	4 573	4 434	4 482	4 389	4 229	4 196	4 528	4 336	-9,3%
4	Bulgarie	596	614	680	687	700	684	699	694	806	713	19,6%
5	Chypre	399	426	503	344	333	346	376	369	350	415	4,0%
6	Danemark	3 675	3 555	3 776	3 730	3 619	3 640	3 468	3 792	3 657	3 541	-3,6%
7	Espagne	10 690	11 073	11 214	11 483	11 374	11 740	11 824	13 823	14 281	14 721	37,7%
8	Estonie	107	126	147	175	203	214	266	299	375	365	241,1%
9	Finlande	2 120	2 234	2 129	2 171	2 521	2 673	2 744	2 793	2 632	2 782	31,2%
10	France	50 787	50 205	50 036	51 063	52 615	54 059	52 917	53 198	53 403	52 565	3,5%
11	Grèce	8 245	8 701	8 508	8 350	7 097	7 765	8 480	8 824	8 780	9 706	17,7%
12	Hongrie	1 401	1 507	1 662	1 621	1 742	1 612	1 596	1 431	1 458	1 355	-3,3%
13	Irlande	1 086	1 115	1 210	1 162	1 113	1 131	1 145	1 135	1 144	1 182	8,8%
14	Italie	31 969	34 102	33 543	34 459	34 739	34 853	33 531	32 445	32 988	32 103	0,4%
15	Lettonie	73	92	115	188	217	234	272	342	378	400	445,7%
16	Lituanie	175	299	319	336	403	421	415	449	498	518	196,0%
17	Luxembourg	190	194	243	256	267	271	296	319	317	317	66,8%
18	Malte	37	36	39	38	40	42	43	43	43	39	4,5%
19	Pays-Bas	9 513	9 119	9 355	9 347	9 482	9 552	9 568	10 017	10 152	9 866	3,7%
20	Pologne	4 989	4 874	4 990	5 074	5 311	5 615	5 880	6 101	6 797	7 418	48,7%
21	Portugal	3 377	3 478	3 617	3 719	3 588	3 811	4 039	3 924	3 756	3 766	11,5%
22	Roumanie	1 714	1 632	1 712	1 702	1 756	1 888	1 976	2 059	1 974	2 184	27,4%
23	Royaume-Uni	47 542	47 778	49 417	52 423	55 347	55 112	55 152	55 043	55 746	57 392	20,7%
24	Slovaquie	650	676	761	771	818	760	823	835	845	907	39,5%
25	Slovénie	369	336	412	457	476	505	514	589	583	674	82,7%
26	Suède	6 175	6 408	5 990	5 831	5 788	5 448	5 518	5 432	5 575	5 205	-15,7%
27	Tchèque, République	2 019	2 083	2 003	2 140	2 325	2 231	2 439	2 253	2 032	2 024	0,2%
Union européenne		**224 781**	**226 767**	**226 763**	**231 663**	**234 816**	**247 985**	**246 281**	**247 365**	**253 410**	**254 542**	**13,2%**
Pays candidats												
28	A.R.Y. de Macédoine	90	103	327	142	129	136	127	121	138	144	60,5%
29	Croatie	1 475	1 039	963	1 042	843	738	727	793	813	929	-37,0%
30	Turquie	16 413	15 885	14 562	15 494	13 984	12 762	12 055	13 016	11 155	11 663	-28,9%
Etats-Unis (US)		329 416	342 167	344 927	387 297	440 806	480 444	503 353	511 171	524 591	548 531	66,5%
Monde (M)		847 000	877 000	895 000	952 000	1 015 000	1 071 000	1 113 000	1 142 000	1 182 000	1 226 000	44,7%
Reste du monde [M–(UE+US)		292 803	308 066	323 310	333 040	339 378	342 571	363 366	383 464	403 999	422 927	44,4%

Souligné = estimation
Source : GRIP, sur la base de SIPRI Military Expenditure Database, < http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html >

Annexe 2. **Population, PIB et dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2008**

		Population en 2008	PIB en 2008	Devise nationale		Taux de change moyen en 2008	Dépenses militaires en 2008			
		au 1er janvier (1er juillet pour les États-Unis)	*en millions d'euros aux prix du marché de 2008*			1 euro =	*en millions de devises nationales aux prix de 2008*	*en millions d'euros aux prix de 2008*	*par habitant*	*en % du PIB de 2008*
	UE27									
1	Allemagne	82 217 837	2 495 800	euro	€	1,00	31 921	31 921	388	1,28%
2	Autriche	8 331 930	281 868	euro	€	1,00	2 424	2 424	291	0,86%
3	Belgique	10 666 866	344 206	euro	€	1,00	3 775	3 775	354	1,10%
4	Bulgarie	7 640 238	34 118	nv. lev	bgn	1,96	1 460	746	98	2,19%
5	Chypre	789 258	16 949	euro	€	1,00	365	365	462	2,15%
6	Danemark	5 475 791	232 499	cour.	dkk	7,46	22 741	3 050	557	1,31%
7	Espagne	45 283 259	1 095 163	euro	€	1,00	13 105	13 105	289	1,20%
8	Estonie	1 340 935	16 073	cour.	eek	15,65	5 625	360	268	2,24%
9	Finlande	5 300 484	184 728	euro	€	1,00	2 419	2 419	456	1,31%
10	France	63 753 140	1 950 085	euro	€	1,00	44 835	44 835	703	2,30%
11	Grèce	11 213 785	242 946	euro	€	1,00	8 620	8 620	769	3,55%
12	Hongrie	10 045 401	105 843	forint	huf	251,51	321 486	1 278	127	1,21%
13	Irlande	4 401 335	185 721	euro	€	1,00	1 079	1 079	245	0,58%
14	Italie	59 619 290	1 572 243	euro	€	1,00	27 708	27 708	465	1,76%
15	Lettonie	2 270 894	23 115	lats	lvl	0,70	305	434	191	1,88%
16	Lituanie	3 366 357	32 292	litas	ltl	3,45	1 741	504	150	1,56%
17	Luxembourg	483 799	36 662	euro	€	1,00	268	268	554	0,73%
18	Malte	410 290	5 687	euro	€	1,00	34	34	83	0,60%
19	Pays-Bas	16 405 399	595 883	euro	€	1,00	8 348	8 348	509	1,40%
20	Pologne	38 115 641	362 095	nv. Zloty	pln	3,51	25 873	7 367	193	2,03%
21	Portugal	10 617 575	166 276	euro	€	1,00	3 285	3 285	309	1,98%
22	Roumanie	21 528 627	137 035	leu	ron	3,68	7 543	2 051	95	1,50%
23	Royaume-Uni	61 185 981	1 816 086	pounds	gbp	0,80	35 320	44 356	725	2,44%
24	Slovaquie	5 400 998	64 884	cour.	skk	31,26	31 464	1 006	186	1,55%
25	Slovénie	2 025 866	37 135	euro	€	1,00	608	608	300	1,64%
26	Suède	9 182 927	328 322	cour.	sek	9,62	41 636	4 330	472	1,32%
27	Tchèque Rép.	10 381 130	148 556	cour.	czk	24,95	54 472	2 184	210	1,47%
	Total UE27	**497 455 033**	**12 512 272**					**216 461**	**435**	**1,73%**
	CANDIDATS									
28	A.R.Y. de Macédoine	2 045 177	6 507	denar	mkd	61,26	8 160	133	65	2,05%
29	Croatie	4 436 401	47 365	kuna	hrk	7,22	6 224	862	194	1,82%
30	Turquie	70 586 256	498 397	nv. Lire	try	1,91	20 585	10 798	153	2,17%
	Total candidats	**77 067 834**	**552 269**					**11 793**	**153**	**2,14%**
--	**Etats-Unis**	**304 059 724**	**9 818 738**	dollars	usd	1,47	**607 263**	**412 879**	**1 358**	**4,21%**

Souligné = valeur provisoire
Source : GRIP, sur la base de Eurostat, US Census et SIPRI

Annexe 3. **Les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde en 2008**

chiffre d'affaires en millions de dollars de 2008

Rang en 2008	Entreprise	Dirigeants	Pays	2008			
				CA Défense*	CA Total*	Défense en % du Total	Rang en 2007
1	Lockheed Martin	Robert Stevens, Chairman, President and CEO	US	39 550,0	42 731,0	92,6	1
2	BAE Systems	Ian King, CEO	UK	32 667,0	34 351,0	95,1	3
3	Boeing	W. James McNerney, Chairman, President and	US	31 082,0	60 909,0	51,0	2
4	Northrop Grumman	Ronald Sugar, Chairman and CEO	US	26 579,0	33 887,0	78,4	4
5	General Dynamics	Jay Johnson, President and CEO	US	22 854,0	29 300,0	78,0	5
6	Raytheon	William Swanson, Chairman and CEO	US	21 551,8	23 174,0	93,0	6
7	EADS	Louis Gallois, CEO	NL	16 206,6	63 639,4	25,5	7
8	L-3 Communications	Michael Strianese, Chairman, President and	US	12 159,0	14 901,0	81,6	8
9	Finmeccanica	PierFrancesco Guarguaglini, President and CEO	I	10 219,0	22 119,0	46,2	9
10	United Technologies	Louis R. Chênevert, President and CEO	US	9 975,8	58 681,0	17,0	10
11	Thales	Luc Vigneron, Chairman and CEO	F	8 020,0	18 650,0	43,0	11
12	SAIC	Ken Dahlberg, Chairman and CEO	US	7 661,0	10 070,0	76,1	12
13	ITT	Steven Loranger, Chairman, President and CEO	US	6 282,0	11 694,8	53,7	17
14	KBR	William Utt, Chairman, President and CEO"	US	5 997,1	11 581,0	51,8	13
15	Honeywell	David Cote, Chairman and CEO	US	5 313,0	36 556,0	14,5	14
16	Almaz-Antei	Vladislav Menshikov, Director	RU	4 335,2	4 616,8	93,9	24
17	Rolls-Royce	(Sir) John Rose, CEO	UK	4 237,6	16 950,6	25,0	16
18	GE Aviation	David Joyce, President and CEO	US	4 000,0	19 200,0	20,8	15
19	Navistar	Daniel Ustian, Chairman, President and CEO	US	4 000,0	14 724,0	27,2	89
20	MBDA Missile Systems	Antoine Bouvier, CEO	F	3 995,0	3 995,0	100,0	NR
21	Computer Sciences Corp.	Michael Laphen, Chairman, President and CEO	US	3 800,0	16 500,0	23,0	19
22	Booz Allen Hamilton	Ralph Shrader, Chairman and CEO	US	3 575,0	4 300,0	83,1	23
23	Textron	Lewis Campbell, Chairman and CEO	US	3 400,0	14 200,0	23,9	29
24	URS	Martin Koffel, CEO	US	3 370,0	10 086,0	33,4	31
25	DCNS	Patrick Boissier, President and CEO	F	3 200,0	3 200,0	100,0	18
26	Mitsubishi Heavy Industries	Hideaki Omiya, President	J	3 137,5	33 728,7	9,3	25
27	Safran	Jean-Paul Herteman, CEO	F	3 038,9	15 193,2	20,0	22
28	Saab Group	Ake Svensson, President and CEO	SE	2 932,7	3 651,2	80,3	20
29	ATK	Dan Murphy, Chairman, President and CEO	US	2 850,0	4 583,2	62,2	26
30	QinetiQ	Graham Love, CEO	UK	2 588,5	2 783,4	93,0	32
31	Rheinmetall AG	Klaus Eberhardt, CEO	D	2 535,4	5 407,7	46,9	27
32	Elbit Systems	Joseph Ackerman, President and CEO	IL	2 506,1	2 638,0	95,0	36
33	Harris	Howard Lance, Chairman, President and CEO	US	2 465,7	5 311,0	46,4	39
34	Rockwell Collins	Clayton Jones, Chairman, President and CEO	US	2 351,0	4 769,0	49,3	30
35	Israel Aerospace Industries	Itzhak Nissan, President and CEO	IL	2 203,0	3 585,0	61,5	34
36	Bechtel	Riley Bechtel, Chairman and CEO	US	2 202,9	31 400,0	7,0	60
37	Agility	Tarek Abdul Aziz Sultan, Chairman and	Kuw.	2 200,0	6 800,0	32,4	NR
38	Dassault Aviation	Charles Edelstenne, Chairman and CEO	F	2 110,8	5 525,5	38,2	28
39	Krauss-Maffei Wegmann	Frank Haun, Chairman and Managing Director	D	2 059,2	2 059,2	100,0	35
40	Aviation Holding Company Sukhoi	Mikhail Pogosyan, Director	RU	2 039,2	2 169,4	94,0	37
41	Oshkosh Truck	Robert Bohn, Chairman and CEO	US	1 991,9	7 138,3	27,9	43
42	VT Group	Paul Lester, CEO	UK	1 960,0	2 700,0	72,6	40
43	Cobham	Allan Cook, CEO	UK	1 932,4	2 720,0	71,0	48
44	CACI International	Paul Cofoni, President and CEO	US	1 807,8	2 420,5	74,7	44
45	Goodrich	Marshall Larsen, Chairman, President and CEO	US	1 794,0	7 062,0	25,4	42
46	Babcock International Group	Peter Rogers, CEO	UK	1 755,0	2 700,0	65,0	38
47	ManTech International	George Pedersen, Chairman and CEO	US	1 754,9	1 870,9	93,8	46
48	Hindustan Aeronautics	Ashok Naik, Chairman and Managing Director	IND.	1 585,1	1 981,4	80,0	41
49	Mitsubishi Electric	Setsuhiro Shimomura, President and CEO	J	1 554,7	36 621,3	4,2	59
50	Kawasaki Heavy Industries	Tadaharu Ohashi, Chairman and President	J	1 528,8	13 375,1	11,4	51

Annexe 3. **(suite)**

Rang en 2008	Entreprise	Dirigeants	Pays	2008 CA Défense*	2008 CA Total*	2008 Défense en % du Total	2008 Rang en 2007
51	Rafael Advanced Defense Systems	Yedidia Yaari, President and CEO	IL	1 528,0	1 528,0	100,0	45
52	Serco	Christopher Hyman, CEO	UK	1 446,6	5 786,2	25,0	NR
53	Force Protection	Michael Moody, President and CEO	US	1 326,3	1 326,3	100,0	56
54	Singapore Technologies Engineering	Tan Pheng Hock, President and CEO	Sing.	1 247,6	3 780,7	33,0	49
55	Tactical Missiles	Boris Obnosov, Director	RU	1 152,6	1 213,3	95,0	50
56	Irkut	Oleg Demchenko, Director	RU	1 149,8	1 255,2	91,6	47
57	General Atomics	Neal Blue, Chairman & CEO	US	1 142,9	NA	NA	NR
58	NEC	Kaoru Yano, President	J	981,2	42 121,9	2,3	74
59	Indra Sistemas	Javier Monzón, Executive Chairman	SP	944,0	3 284,4	28,7	54
60	Diehl Stiftung	Thomas Diehl, President and CEO	D	911,3	3 131,6	29,1	53
61	Fluor	Alan Boeckmann, Chairman and CEO	US	864,6	22 325,9	3,9	NR
62	Jacobs Engineering	Craig Martin, President and CEO	US	846,9	11 252,2	7,5	77
63	Meggitt	Terry Twigger, CEO	UK	845,3	2 151,3	39,3	64
64	Russian Helicopters	Andrei Shibitov, Director	RU	845,1	1 657,1	51,0	62
65	VSE	Maurice "Mo" Gauthier	US	831,7	1 043,7	79,7	NR
66	Kongsberg Gruppen	Walter Qvam, CEO	NO	799,6	1 986,1	40,3	71
67	Battelle	Jeffrey Wadsworth, President and CEO	US	794,0	4 600,0	17,3	52
68	Ruag	Lukas Braunschweiler, CEO	CH	777,0	1 420,0	54,7	92
69	Nexter Systems	Luc Vigneron, CEO	F	766,0	766,0	100,0	57
70	Teledyne Technologies	Robert Mehrabian, CEO	US	754,2	1 893,0	39,8	65
71	Samsung Techwin	ChangSuk Oh, President and CEO	S. Kor.	746,5	2 121,9	35,2	NR
72	GKN Group	(Sir) Kevin Smith, CEO	UK	743,3	8 562,5	8,7	55
73	Ultra Electronics	Douglas Caster, CEO	UK	735,9	955,6	77,0	70
74	Bharat Electronics	Ashwani Kumar Datt, Chairman and Managing	IND	733,1	917,1	79,9	58
75	ARINC	John Belcher, Chairman and CEO	US	702,8	1 162,6	60,5	79
76	SRA International	Stanton Sloane, President and CEO	US	669,1	1 506,9	44,4	NR
77	Curtiss-Wright	Martin Benante, Chairman and CEO	US	663,0	1 831,0	36,2	76
78	Israel Military Industries	Avi Felder, Managing Director	IL	660,0	660,0	100,0	73
79	CAE	Robert Brown, President and CEO	C	649,0	1 489,8	43,6	75
80	Uralvagonzavod	Oleg Siyenko, Director	RU	646,8	1 848,1	35,0	NR
81	Patria Oy	Heikki Allonen, CEO	FIN	643,0	748,0	86,0	61
82	Alion Science and Technology	Bahman Atefi, Chairman and CEO	US	639,0	739,0	86,5	67
83	Cubic	Walter Zable, Chairman, President and CEO	US	607,8	881,1	69,0	68
84	KB Priborostroyeniya	Igor Stepanichev, Acting Director	RU	607,0	610,0	99,5	81
85	FLIR	Earl Lewis, Chairman, President and CEO	US	600,0	1 022,0	58,7	94
86	Fincantieri - Cantieri Navali Italiani S.p.A.	Giuseppe Bono, CEO	I	584,5	4 081,8	14,3	69
87	Chemring Group	David Price, CEO	UK	555,0	575,0	96,5	82
88	Day & Zimmermann	Harold Yoh, Chairman and CEO	US	548,3	2 324,0	23,6	83
89	Ufa Enginebuilding	Alexander Artyukhov, Director	RU	541,0	601,0	90,0	72
90	AAR	David Storch, Chairman and CEO	US	516,9	1 384,2	37,3	95
91	Nammo	Edgar Fossheim, President and CEO	NO	510,4	5 946,0	8,6	NR
92	Embraer	Frederico Fleury Curado	Brazil	504,8	6 335,2	8,0	NR
93	ASELSAN Elektronik Sanayi ve Ticaret A.?.	Cengiz Ergeneman, General Manager	TR	488,2	535,5	91,2	86
94	Korea Aerospace Industries	Hong Kyung Kim, President and CEO	S. Kor.	484,7	790,0	61,4	NR
95	Fujitsu	Kuniaki Nozoe, President	J	442,6	46 891,0	0,9	87
96	Ball Aerospace & Technologies	David Taylor, President and CEO	US	429,0	746,0	57,5	88
97	Hyundai Rotem	Yeo-sung Lee, President and CEO	S. Kor.	414,2	2 090,1	19,8	91
98	Accenture	William Green, Chairman and CEO	US	400,0	23 387,0	1,7	99
99	RTI Systems Concern	Sergei Tischenko, Director	RU	396,1	471,5	84,0	NR
100	ViaSat	Mark Dankberg, Chairman and CEO	US	389,0	628,0	61,9	98
	TOTAL			388 129,3	1 022 575,4		

Annexe 4a. **Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, somme de la période 1999-2008**

indicateur de tendance du SIPRI (TIV), en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990

Top 50 Importateurs \ Exportateurs Top 10	États-Unis	Russie	Allemagne	France	Royaume Uni	Pays-Bas	Ukraine	Italie	Chine	Suède	Autres	Total pays importateur
1 Chine	31	22 955	130	731	320		492	13			242	24 914
2 Inde	151	11 677	316	419	762	169	253	72			1 799	15 618
3 Corée du Sud	7 937	313	1 337	1 075	185	200		13		2	159	11 221
4 Grèce	3 801	934	1 846	1 380	244	665	60	344		152	453	9 879
5 Émirats Arabes Unis	3 998	112	106	4 461	15	26	22	30		0	152	8 922
6 Turquie	3 039		2 252	740	621	102		154	33		938	7 879
7 Israël	5 831		1 034								2	6 867
8 Australie	2 485		1 445	371	508			330		1 022	299	6 460
9 Égypte	5 115	347	157	2		161	45		235		366	6 428
10 Royaume Uni	4 061	2	681	63		404		36		81	236	5 564
11 Japon	4 927		7	59	190			61		10	0	5 254
12 États-Unis			162	96	1 755		80	150		20	2 947	5 210
13 Pakistan	1 097	206	125	1 163			511	195	1 536	51	323	5 207
14 Taiwan	4 667		52	55							9	4 783
15 Algérie	149	3 353	3	24	36		312		98		516	4 491
16 Singapour	1 918	16	175	1 320	55			11		267	338	4 100
17 Arabie Saoudite	1 857		7	1 276	57			76			205	3 478
18 Chili	353		338	289	682	1 185		133			438	3 418
19 Pologne	2 029	110	500			14		163		50	439	3 305
20 Canada	1 485		131	18	1 242	64		98			238	3 276
21 Italie	1 750		757	78	314	15				24	68	3 006
22 Iran		1 780	10				162		755		295	3 002
23 Espagne	1 079		887	196	257			283		15	79	2 796
24 Malaisie	92	933	347	44	670	18		264		27	362	2 757
25 Venezuela	46	1 944	8	71	4	27		15	41	36	145	2 337
26 Norvège	582		65	64	65	91		23		188	1 213	2 291
27 Afrique du Sud	75		1 439	95	264	5		78		138	17	2 111
28 Finlande	1 316		249	53		11				291	165	2 085
29 Brésil	378		300	724	55			135		80	393	2 065
30 Pays-Bas	1 222		325	3	40			14		137	91	1 832
31 Yémen	5	1 114		1			272	83			342	1 817
32 Indonésie	96	301	149	172	218	355	2	9	23	10	347	1 682
33 Allemagne	633			125	143	541		33		86	54	1 615
34 Jordanie	365	9	19	7	516	34	51		8		513	1 522
35 Suisse	553		86	108	300					260	6	1 313
36 Angola		108				12	101				1 082	1 303
37 Vietnam		1 131	16				81				67	1 295
38 Danemark	479		187	11	67	25				215	154	1 138
39 Roumanie	64	2	217	29	422	199		6			195	1 134
40 Suède	412		475	14		3		52			134	1 090
41 Irak	440	189			8		97				348	1 082
42 Autriche	61		770	33	55			25		45	59	1 048
43 Soudan		701					12		139		179	1 031
44 Colombie	683	69	2					11			207	972
45 Bangladesh	61	353	8	8	45	19		27	292		153	966
46 Rép. Tchèque	151	270	0		7		2	97		412	7	946
47 Pérou	122	101	24					686			6	939
48 Thailande	459		136		38	24		138	48	8	85	936
49 Mexique	457	116		7			27	17		36	269	929
50 Koweit	310		17	353	44				99		59	882
Autres	3 307	4 394	895	562	500	786	1 889	499	832	459	4 017	18 140
Total pays exportateur	**70 129**	**53 540**	**18 192**	**16 300**	**10 704**	**5 155**	**4 471**	**4 374**	**4 139**	**4 122**	**21 210**	**212 336**

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org >

Annexe 4b. **Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, période 1999-2008**

en % du point de vue des importateurs, sur la base des indicateurs de tendance du SIPRI (TIV)

Top 50 Importateurs \ Exportateurs Top 10		États-Unis	Russie	Allemagne	France	Royaume Uni	Pays-Bas	Ukraine	Italie	Chine	Suède	Autres	Total pays importateur	Total pays importateur en % du total mondial
1	Chine	0,12%	92,14%	0,52%	2,93%	1,28%	0,00%	1,97%	0,05%		0,00%	0,97%	24 914	11,73%
2	Inde	0,97%	74,77%	2,02%	2,68%	4,88%	1,08%	1,62%	0,46%	0,00%	0,00%	11,52%	15 618	7,36%
3	Corée du Sud	70,73%	2,79%	11,92%	9,58%	1,65%	1,78%	0,00%	0,12%	0,00%	0,02%	1,42%	11 221	5,28%
4	Grèce	38,48%	9,45%	18,69%	13,97%	2,47%	6,73%	0,61%	3,48%	0,00%	1,54%	4,59%	9 879	4,65%
5	Émirats Arabes Unis	44,81%	1,26%	1,19%	50,00%	0,17%	0,29%	0,25%	0,34%	0,00%	0,00%	1,70%	8 922	4,20%
6	Turquie	38,57%	0,00%	28,58%	9,39%	7,88%	1,29%	0,00%	1,95%	0,42%	0,00%	11,91%	7 879	3,71%
7	Israël	84,91%	0,00%	15,06%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,03%	6 867	3,23%
8	Australie	38,47%	0,00%	22,37%	5,74%	7,86%	0,00%	0,00%	5,11%	0,00%	15,82%	4,63%	6 460	3,04%
9	Égypte	79,57%	5,40%	2,44%	0,03%	0,00%	2,50%	0,70%	0,00%	3,66%	0,00%	5,69%	6 428	3,03%
10	Royaume Uni	72,99%	0,04%	12,24%	1,13%	0,00%	7,26%	0,00%	0,65%	0,00%	1,46%	4,24%	5 564	2,62%
11	Japon	93,78%	0,00%	0,13%	1,12%	3,62%	0,00%	0,00%	1,16%	0,00%	0,19%	0,00%	5 254	2,47%
12	États-Unis		0,00%	3,11%	1,84%	33,69%	0,00%	1,54%	2,88%	0,00%	0,38%	56,56%	5 210	2,45%
13	Pakistan	21,07%	3,96%	2,40%	22,34%	0,00%	0,00%	9,81%	3,74%	29,50%	0,98%	6,20%	5 207	2,45%
14	Taiwan	97,57%	0,00%	1,09%	1,15%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,19%	4 783	2,25%
15	Algérie	3,32%	74,66%	0,07%	0,53%	0,80%	0,00%	6,95%	0,00%	2,18%	0,00%	11,49%	4 491	2,12%
16	Singapour	46,78%	0,39%	4,27%	32,20%	1,34%	0,00%	0,00%	0,27%	0,00%	6,51%	8,24%	4 100	1,93%
17	Arabie Saoudite	53,39%	0,00%	0,20%	36,69%	1,64%	0,00%	0,00%	2,19%	0,00%	0,00%	5,89%	3 478	1,64%
18	Chili	10,33%	0,00%	9,89%	8,46%	19,95%	34,67%	0,00%	3,89%	0,00%	0,00%	12,81%	3 418	1,61%
19	Pologne	61,39%	3,33%	15,13%	0,00%	0,00%	0,42%	0,00%	4,93%	0,00%	1,51%	13,28%	3 305	1,56%
20	Canada	45,33%	0,00%	4,00%	0,55%	37,91%	1,95%	0,00%	2,99%	0,00%	0,00%	7,26%	3 276	1,54%
21	Italie	58,22%	0,00%	25,18%	2,59%	10,45%	0,50%	0,00%		0,00%	0,80%	2,26%	3 006	1,42%
22	Iran	0,00%	59,29%	0,33%	0,00%	0,00%	0,00%	5,40%	0,00%	25,15%	0,00%	9,83%	3 002	1,41%
23	Espagne	38,59%	0,00%	31,72%	7,01%	9,19%	0,00%	0,00%	10,12%	0,00%	0,54%	2,83%	2 796	1,32%
24	Malaisie	3,34%	33,84%	12,59%	1,60%	24,30%	0,65%	0,00%	9,58%	0,00%	0,98%	13,13%	2 757	1,30%
25	Venezuela	1,97%	83,18%	0,34%	3,04%	0,17%	1,16%	0,00%	0,64%	1,75%	1,54%	6,20%	2 337	1,10%
26	Norvège	25,40%	0,00%	2,84%	2,79%	2,84%	3,97%	0,00%	1,00%	0,00%	8,21%	52,95%	2 291	1,08%
27	Afrique du Sud	3,55%	0,00%	68,17%	4,50%	12,51%	0,24%	0,00%	3,69%	0,00%	6,54%	0,81%	2 111	0,99%
28	Finlande	63,12%	0,00%	11,94%	2,54%	0,00%	0,53%	0,00%	0,00%	0,00%	13,96%	7,91%	2 085	0,98%
29	Brésil	18,31%	0,00%	14,53%	35,06%	2,66%	0,00%	0,00%	6,54%	0,00%	3,87%	19,03%	2 065	0,97%
30	Pays-Bas	66,70%	0,00%	17,74%	0,16%	2,18%		0,00%	0,76%	0,00%	7,48%	4,97%	1 832	0,86%
31	Yémen	0,28%	61,31%	0,00%	0,06%	0,00%	0,00%	14,97%	4,57%	0,00%	0,00%	18,82%	1 817	0,86%
32	Indonésie	5,71%	17,90%	8,86%	10,23%	12,96%	21,11%	0,12%	0,54%	1,37%	0,59%	20,63%	1 682	0,79%
33	Allemagne	39,20%	0,00%		7,74%	8,85%	33,50%	0,00%	2,04%	0,00%	5,33%	3,34%	1 615	0,76%
34	Jordanie	23,98%	0,59%	1,25%	0,46%	33,90%	2,23%	3,35%	0,00%	0,53%	0,00%	33,71%	1 522	0,72%
35	Suisse	42,12%	0,00%	6,55%	8,23%	22,85%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	19,80%	0,46%	1 313	0,62%
36	Angola	0,00%	8,29%	0,00%	0,00%	0,00%	0,92%	7,75%	0,00%	0,00%	0,00%	83,04%	1 303	0,61%
37	Vietnam	0,00%	87,34%	1,24%	0,00%	0,00%	0,00%	6,25%	0,00%	0,00%	0,00%	5,17%	1 295	0,61%
38	Danemark	42,09%	0,00%	16,43%	0,97%	5,89%	2,20%	0,00%	0,00%	0,00%	18,89%	13,53%	1 138	0,54%
39	Roumanie	5,64%	0,18%	19,14%	2,56%	37,21%	17,55%	0,00%	0,53%	0,00%	0,00%	17,20%	1 134	0,53%
40	Suède	37,80%	0,00%	43,58%	1,28%	0,00%	0,28%	0,00%	4,77%	0,00%		12,29%	1 090	0,51%
41	Irak	40,67%	17,47%	0,00%	0,00%	0,74%	0,00%	8,96%	0,00%	0,00%	0,00%	32,16%	1 082	0,51%
42	Autriche	5,82%	0,00%	73,47%	3,15%	5,25%	0,00%	0,00%	2,39%	0,00%	4,29%	5,63%	1 048	0,49%
43	Soudan	0,00%	67,99%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,16%	0,00%	13,48%	0,00%	17,36%	1 031	0,49%
44	Colombie	70,27%	7,10%	0,21%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,13%	0,00%	0,00%	21,30%	972	0,46%
45	Bangladesh	6,31%	36,54%	0,83%	0,83%	4,66%	1,97%	0,00%	2,80%	30,23%	0,00%	15,84%	966	0,45%
46	Rép. Tchèque	15,96%	28,54%	0,00%	0,00%	0,74%	0,00%	0,21%	10,25%	0,00%	43,55%	0,74%	946	0,45%
47	Pérou	12,99%	10,76%	2,56%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	73,06%	0,00%	0,00%	0,64%	939	0,44%
48	Thailande	49,04%	0,00%	14,53%	0,00%	4,06%	2,56%	0,00%	14,74%	5,13%	0,85%	9,08%	936	0,44%
49	Mexique	49,19%	12,49%	0,00%	0,75%	0,00%	0,00%	2,91%	1,83%	0,00%	3,88%	28,96%	929	0,44%
50	Koweit	35,15%	0,00%	1,93%	40,02%	4,99%	0,00%	0,00%	0,00%	11,22%	0,00%	6,69%	882	0,42%
	Autres	18,23%	24,22%	4,93%	3,10%	2,76%	4,33%	10,41%	2,75%	4,59%	2,53%	22,14%	18 140	8,54%
Total pays exportateur		**70 129**	**53 540**	**18 192**	**16 300**	**10 704**	**5 155**	**4 471**	**4 374**	**4 139**	**4 122**	**21 210**	**212 336**	

Comment lire ce tableau ?

Exemple : la Chine achète 92,14 % de ses armements à la Russie et 2,93 % à la France ; les Émirats arabes unis importent 44,81 % de leurs armements des États-Unis et 50 % de la France.

Dernière colonne : les importations chinoises d'armements représentent 11,73 % des transferts d'armements dans le monde

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org >

Annexe 4c. **Transferts d'armements réalisés par les 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 50 principaux destinataires, période 1999-2008**

en % du point de vue des exportateurs, sur la base des indicateurs de tendance du SIPRI (TIV)

Top 50 Importateurs \ Exportateurs Top 10	États-Unis	Russie	Allemagne	France	Royaume Uni	Pays-Bas	Ukraine	Italie	Chine	Suède	Autres	Total pays importateur
1 Chine	0,04%	42,87%	0,71%	4,48%	2,99%	0,00%	11,00%	0,30%		0,00%	1,14%	24 914
2 Inde	0,22%	21,81%	1,74%	2,57%	7,12%	3,28%	5,66%	1,65%	0,00%	0,00%	8,48%	15 618
3 Corée du Sud	11,32%	0,58%	7,35%	6,60%	1,73%	3,88%	0,00%	0,30%	0,00%	0,05%	0,75%	11 221
4 Grèce	5,42%	1,74%	10,15%	8,47%	2,28%	12,90%	1,34%	7,86%	0,00%	3,69%	2,14%	9 879
5 Émirats Arabes Unis	5,70%	0,21%	0,58%	27,37%	0,14%	0,50%	0,49%	0,69%	0,00%	0,00%	0,72%	8 922
6 Turquie	4,33%	0,00%	12,38%	4,54%	5,80%	1,98%	0,00%	3,52%	0,80%	0,00%	4,42%	7 879
7 Israël	8,31%	0,00%	5,68%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	6 867
8 Australie	3,54%	0,00%	7,94%	2,28%	4,75%	0,00%	0,00%	7,54%	0,00%	24,79%	1,41%	6 460
9 Égypte	7,29%	0,65%	0,86%	0,01%	0,00%	3,12%	1,01%	0,00%	5,68%	0,00%	1,73%	6 428
10 Royaume Uni	5,79%	0,00%	3,74%	0,39%	0,00%	7,84%	0,00%	0,82%	0,00%	1,97%	1,11%	5 564
11 Japon	7,03%	0,00%	0,04%	0,36%	1,78%	0,00%	0,00%	1,39%	0,00%	0,24%	0,00%	5 254
12 États-Unis		0,00%	0,89%	0,59%	16,40%	0,00%	1,79%	3,43%	0,00%	0,49%	13,89%	5 210
13 Pakistan	1,56%	0,38%	0,69%	7,13%	0,00%	0,00%	11,43%	4,46%	37,11%	1,24%	1,52%	5 207
14 Taiwan	6,65%	0,00%	0,29%	0,34%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,04%	4 783
15 Algérie	0,21%	6,26%	0,02%	0,15%	0,34%	0,00%	6,98%	0,00%	2,37%	0,00%	2,43%	4 491
16 Singapour	2,73%	0,03%	0,96%	8,10%	0,51%	0,00%	0,00%	0,25%	0,00%	6,48%	1,59%	4 100
17 Arabie Saoudite	2,65%	0,00%	0,04%	7,83%	0,53%	0,00%	0,00%	1,74%	0,00%	0,00%	0,97%	3 478
18 Chili	0,50%	0,00%	1,86%	1,77%	6,37%	22,99%	0,00%	3,04%	0,00%	0,00%	2,07%	3 418
19 Pologne	2,89%	0,21%	2,75%	0,00%	0,00%	0,27%	0,00%	3,73%	0,00%	1,21%	2,07%	3 305
20 Canada	2,12%	0,00%	0,72%	0,11%	11,60%	1,24%	0,00%	2,24%	0,00%	0,00%	1,12%	3 276
21 Italie	2,50%	0,00%	4,16%	0,48%	2,93%	0,29%	0,00%		0,00%	0,58%	0,32%	3 006
22 Iran	0,00%	3,32%	0,05%	0,00%	0,00%	0,00%	3,62%	0,00%	18,24%	0,00%	1,39%	3 002
23 Espagne	1,54%	0,00%	4,88%	1,20%	2,40%	0,00%	0,00%	6,47%	0,00%	0,36%	0,37%	2 796
24 Malaisie	0,13%	1,74%	1,91%	0,27%	6,26%	0,35%	0,00%	6,04%	0,00%	0,66%	1,71%	2 757
25 Venezuela	0,07%	3,63%	0,04%	0,44%	0,04%	0,52%	0,00%	0,34%	0,99%	0,87%	0,68%	2 337
26 Norvège	0,83%	0,00%	0,36%	0,39%	0,61%	1,77%	0,00%	0,53%	0,00%	4,56%	5,72%	2 291
27 Afrique du Sud	0,11%	0,00%	7,91%	0,58%	2,47%	0,10%	0,00%	1,78%	0,00%	3,35%	0,08%	2 111
28 Finlande	1,88%	0,00%	1,37%	0,33%	0,00%	0,21%	0,00%	0,00%	0,00%	7,06%	0,78%	2 085
29 Brésil	0,54%	0,00%	1,65%	4,44%	0,51%	0,00%	0,00%	3,09%	0,00%	1,94%	1,85%	2 065
30 Pays-Bas	1,74%	0,00%	1,79%	0,02%	0,37%		0,00%	0,32%	0,00%	3,32%	0,43%	1 832
31 Yémen	0,01%	2,08%	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	6,08%	1,90%	0,00%	0,00%	1,61%	1 817
32 Indonésie	0,14%	0,56%	0,82%	1,06%	2,04%	6,89%	0,04%	0,21%	0,56%	0,24%	1,64%	1 682
33 Allemagne	0,90%	0,00%		0,77%	1,34%	10,49%	0,00%	0,75%	0,00%	2,09%	0,25%	1 615
34 Jordanie	0,52%	0,02%	0,10%	0,04%	4,82%	0,66%	1,14%	0,00%	0,19%	0,00%	2,42%	1 522
35 Suisse	0,79%	0,00%	0,47%	0,66%	2,80%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	6,31%	0,03%	1 313
36 Angola	0,00%	0,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,23%	2,26%	0,00%	0,00%	0,00%	5,10%	1 303
37 Vietnam	0,00%	2,11%	0,09%	0,00%	0,00%	0,00%	1,81%	0,00%	0,00%	0,00%	0,32%	1 295
38 Danemark	0,68%	0,00%	1,03%	0,07%	0,63%	0,48%	0,00%	0,00%	0,00%	5,22%	0,73%	1 138
39 Roumanie	0,09%	0,00%	1,19%	0,18%	3,94%	3,86%	0,00%	0,14%	0,00%	0,00%	0,92%	1 134
40 Suède	0,59%	0,00%	2,61%	0,09%	0,00%	0,06%	0,00%	1,19%	0,00%		0,63%	1 090
41 Irak	0,63%	0,35%	0,00%	0,00%	0,07%	0,00%	2,17%	0,00%	0,00%	0,00%	1,64%	1 082
42 Autriche	0,09%	0,00%	4,23%	0,20%	0,51%	0,00%	0,00%	0,57%	0,00%	1,09%	0,28%	1 048
43 Soudan	0,00%	1,31%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,27%	0,00%	3,36%	0,00%	0,84%	1 031
44 Colombie	0,97%	0,13%	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,25%	0,00%	0,00%	0,98%	972
45 Bangladesh	0,09%	0,66%	0,04%	0,05%	0,42%	0,37%	0,00%	0,62%	7,05%	0,00%	0,72%	966
46 Rép. Tchèque	0,22%	0,50%	0,00%	0,00%	0,07%	0,00%	0,04%	2,22%	0,00%	10,00%	0,03%	946
47 Pérou	0,17%	0,19%	0,13%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	15,68%	0,00%	0,00%	0,03%	939
48 Thailande	0,65%	0,00%	0,75%	0,00%	0,36%	0,47%	0,00%	3,16%	1,16%	0,19%	0,40%	936
49 Mexique	0,65%	0,22%	0,00%	0,04%	0,00%	0,00%	0,60%	0,39%	0,00%	0,87%	1,27%	929
50 Koweit	0,44%	0,00%	0,09%	2,17%	0,41%	0,00%	0,00%	0,00%	2,39%	0,00%	0,28%	882
Autres	4,72%	8,21%	4,92%	3,45%	4,67%	15,25%	42,25%	11,41%	20,10%	11,14%	18,94%	18 140
Total pays exportateur	**70 129**	**53 540**	**18 192**	**16 300**	**10 704**	**5 155**	**4 471**	**4 374**	**4 139**	**4 122**	**21 210**	**212 336**
Total pays exportateur en % du total mondial	**33,03%**	**25,21%**	**8,57%**	**7,68%**	**5,04%**	**2,43%**	**2,11%**	**2,06%**	**1,95%**	**1,94%**	**9,99%**	

Comment lire ce tableau ?

Exemple : En 2008, la Russie a envoyé 42,87 % de ses exportations d'armements vers la Chine et 21,81 % vers l'Inde ; la Corée du Sud est la destination de 11,32 % des exportations d'armements des États-Unis.

Dernière ligne : En 2008, les exportations d'armements des États-Unis ont représenté 33,03 % du total mondial des transferts d'armements conventionnels ; celles de la Suède, 1,94 % de ce total.

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org >

Annexe 5. **Les 50 principaux exportateurs, 1999-2008**

indicateur de tendance du SIPRI (TIV), en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	1999-2008
1	États-Unis	11 448	7 526	5 808	4 936	5 510	6 648	6 786	7 394	7 914	6 159	70 129
2	Russie	4 027	4 302	5 824	5 602	5 249	6 353	5 485	6 186	4 559	5 953	53 540
3	Allemagne	1 728	1 603	823	893	1 696	1 048	1 899	2 406	3 260	2 837	18 192
4	France	1 787	1 052	1 261	1 306	1 287	2 224	1 617	1 541	2 639	1 585	16 300
5	Royaume Uni	1 313	1 474	1 249	916	621	1 169	919	871	1 098	1 075	10 704
6	Pays-Bas	320	258	190	243	342	208	580	1 221	1 241	554	5 155
7	Ukraine	764	288	661	244	431	209	308	559	774	233	4 471
8	Italie	509	176	214	402	312	200	806	621	649	484	4 374
9	Chine	289	268	496	555	623	253	248	583	396	428	4 139
10	Suède	370	306	830	128	477	286	538	420	388	380	4 122
11	Israël	134	354	360	414	358	593	313	278	414	410	3 627
12	Espagne	30	46	7	120	158	56	133	757	554	623	2 484
13	Canada	75	110	129	182	276	300	229	231	348	215	2 094
14	Suisse	90	111	109	110	127	219	203	217	245	378	1 809
15	Belarus	476	295	299	56	80	50	24	35	12	72	1 400
16	Belgique	39	24	36	34	15	47	171	58	19	408	852
17	Pologne	67	45	71	46	72	43	17	236	157	96	849
18	Corée du Sud		8	165		104	29	48	94	138	141	726
19	Afrique du Sud	17	18	29	16	43	71	24	135	102	95	549
20	Ouzbékistan					340	170	4				514
21	Rép. Tchèque	53	78	87	58	64	1	68	45	26	20	500
22	Slovaquie	151	92	73	33		79		7	13	3	451
23	Corée du Nord	21	13	77	161	126	40					436
24	Finlande	19	9	24	25	31	21	27	97	24	76	352
25	Bulgarie	160	2	4	32	48	16	66	5	9	5	348
26	Autriche	31	21	15	82	3	3	3	62	89	30	337
27	Norvège	5	3	42	88	81	77	12	14			321
28	Turquie	38	15	5	23	38	20	41	66	45	29	319
29	Danemark	4	20	1	8	59	173	1	1	5	12	283
30	Kazakhstan	180	16	9			5		12			222
31	Moldavie		6	46	63	14		18	3	23	37	210
32	Montenegro								91	117		208
33	Pays non identifié	2	11	22	29	14	9	55	18	4	23	188
34	Géorgie	29	22	22	108		7					187
35	Brésil				26		44	10	28	26	48	182
36	Austalie			43	30	40	2	50	5	2	6	178
37	Libye				11	23	60	45	12		9	160
38	Indonésie	49		16	49		25	8	8			156
39	Chili	1	1		2						133	138
40	Hongrie				34			82		6		122
41	Kyrgyzstan					92					16	108
42	Inde		16	2	0	4	26	13	14	21		95
43	Singapour	10	10		2		66	3			1	93
44	Jordanie						42	17		13	20	91
45	Roumanie	19	3			24		2	8	32		88
46	Portugal										87	87
47	Grèce	1		2		6	31	13	23			77
48	Iran	0	0	0	3	9	1	1	37		2	54
49	Pakistan		3	1	9	9	9	20				50
50	Liban				45							45
	Autres	18	7	71	8	8	32	27	41	8	0	219
	Total	**24 274**	**18 612**	**19 123**	**17 132**	**18 814**	**20 965**	**20 934**	**24 440**	**25 370**	**22 683**	**212 335**

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org >

Annexe 6. **Les 50 principaux importateurs, 1999-2008**

indicateur de tendance du SIPRI (TIV), en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	1999-2008
1	Chine	1 749	1 960	3 311	2 763	2 152	3 022	3 468	3 778	1 470	1 241	24 914
2	Inde	1 048	822	1 021	1 680	2 862	2 305	1 175	1 414	1 445	1 847	15 618
3	Corée du Sud	1 540	1 262	581	349	568	961	661	1 568	1 834	1 898	11 221
4	Grèce	900	710	730	485	2 241	1 535	377	639	1 745	518	9 879
5	Émirats Arabes Unis	417	310	185	212	693	1 262	2 176	2 014	982	671	8 922
6	Turquie	1 699	1 148	548	1 006	438	184	998	276	858	723	7 879
7	Israël	1 237	350	124	322	278	844	1 115	1 107	967	524	6 867
8	Australie	633	364	1 191	647	816	552	538	734	641	344	6 460
9	Égypte	509	810	801	727	636	601	657	797	770	119	6 428
10	Royaume Uni	75	824	1 232	730	787	243	27	333	722	590	5 564
11	Japon	1 273	431	498	425	433	386	301	459	469	578	5 254
12	États-Unis	205	301	449	470	552	541	515	578	694	904	5 210
13	Pakistan	855	158	396	528	592	385	332	262	605	1 094	5 207
14	Taiwan	1 698	582	416	271	96	329	764	625	2		4 783
15	Algérie	410	418	553	237	197	272	156	188	471	1 590	4 491
16	Singapour	299	612	210	235	88	384	543	47	669	1 014	4 100
17	Arabie Saoudite	1 226	80	59	555	159	941	148	185	68	56	3 478
18	Chili	187	176	42	63	170	52	400	1 041	742	543	3 418
19	Pologne	24	159	55	295	376	242	97	453	994	611	3 305
20	Canada	199	557	521	388	141	333	125	129	448	434	3 276
21	Italie	25	241	274	196	540	441	145	423	451	270	3 006
22	Iran	318	411	482	414	285	129	74	462	340	87	3 002
23	Espagne	367	334	175	199	110	241	391	310	306	363	2 796
24	Malaisie	776	30	26	135	135	48	55	472	551	529	2 757
25	Venezuela	58	85	93	50	13	13	27	442	824	733	2 337
26	Norvège	191	263	148	92	4	6	14	469	516	590	2 291
27	Afrique du Sud	28	16	23	4	2	2	181	689	855	312	2 111
28	Finlande	800	516	8	14	223	68	88	114	111	142	2 085
29	Brésil	336	124	529	166	71	117	230	171	166	156	2 065
30	Pays-Bas	320	141	185	317	172	153	106	87	200	152	1 832
31	Yémen	54	158	92	592	40	312	306	60	160	44	1 817
32	Indonésie	185	171	27	68	365	86	31	58	402	290	1 682
33	Allemagne	150	135	152	69	67	254	225	386	72	104	1 615
34	Jordanie	64	130	168	122	264	150	32	77	179	336	1 522
35	Suisse	498	14	56	53	98	185	164	82	131	32	1 313
36	Angola	396	180	401	155	51	9	40	7	29	37	1 303
37	Vietnam	160	5	87	128	29	260	333	42	1	250	1 295
38	Danemark	74	64	146	38	46	216	105	130	227	90	1 138
39	Roumanie	29	23	21	24	25	274	535	111	56	37	1 134
40	Suède	231	210	171	75	63	48	62	125	85	21	1 090
41	Irak						45	164	253	268	351	1 082
42	Autriche	48	25	15	66	43	55	21		340	434	1 048
43	Soudan	36		146	61	205	299	96	65	28	94	1 031
44	Colombie	41	62	261	166	145	18	15	18	113	131	972
45	Bangladesh	182	205	191	38	9	33	29	214	54	10	966
46	Rép. Tchèque	2	16	65	47	104	7	622	51	15	17	946
47	Pérou	102	24	5	7	22	47	368	193	172		939
48	Thailande	173	90	121	157	153	117	61	44	8	12	936
49	Mexique	66	227	142	71	9	303	47	53	11		929
50	Koweit	216	238	64	23	45	1	19		276		882
	Autres	2 164	2 439	1 926	1 197	1 199	1 655	1 774	2 204	1 826	1 757	18 140
	Total	**24 273**	**18 611**	**19 123**	**17 132**	**18 812**	**20 966**	**20 933**	**24 439**	**25 369**	**22 680**	**212 336**

Source : GRIP, sur la base de SIPRI Arms Transfers Database, URL < http://armstrade.sipri.org >

GRIP
GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles, le GRIP est un institut de recherche indépendant qui étudie les questions de défense, de sécurité et de désarmement. Par ses travaux, le GRIP veut contribuer à une meilleure compréhension de ces problématiques dans la perspective d'une amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde.

Adresse : rue de la Consolation, 70
B -1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site web: http://www.grip.org
(bureaux ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 13h et de 13h30 à 17h)

Directeur : Bernard Adam

Coordination : Bernard Adam, Luc Mampaey, Cédric Poitevin, Marc Schmitz, Xavier Zeebroek

Recherche : Bernard Adam, Georges Berghezan, Olivier Lanotte, Luc Mampaey, Virginie Moreau, Cédric Poitevin, Federico Santopinto, Pamphile Sebahara, Marc Schmitz, Xavier Zeebroek

Secrétariat et administration : Dominique Debroux, Deyanira Martinez, Chantal Schamp

Centre de documentation : Alain Reisenfeld

Édition, relations publiques : Denys Detandt, Danièle Fayer-Stern, Sabine Fiévet, Marc Schmitz

Informatique : Pascal Derycke, Luc Mampaey

Conseil d'administration : Bernard Adam (administrateur délégué), Rik Coolsaet, Laurent Dumont, Jean-Paul Marthoz, Carl Vandoorne, Guy Vaerman.

LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu pour son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages : regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc.

Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géostratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

3. Les Rapports du GRIP

Cette collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

Tarifs 2009

	Belgique	Autres Europe	Autres Monde
1. Cotisation *Abonnement aux «Nouvelles du GRIP»*	15 euros	16 euros	18 euros
2. Les Livres du GRIP *Abonnement annuel aux 5 livres*[1] *et aux «Nouvelles du GRIP»*	80 euros	90 euros	95 euros
3. Abonnement complet[2] *Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)*	135 euros	150 euros	160 euros
4. Abonnement de soutien	250 euros	250 euros	250 euros

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel «Les Nouvelles du GRIP».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

Vous souhaitez vous abonner ?

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par courriel (publications@grip.org) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue de la Consolation, 70 B -1030 Bruxelles.

Modes de paiement : **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.

LES RAPPORTS DU GRIP

4/03 **Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes**, Nicolas Crutzen, 28p., 7 €

1/04 **Le contrôle du courtage des armes - Prochaines étapes pour les Etats membres de l'UE**, Holger Anders, 34p., 7 €

2/04 **Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants**, Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 €

3/04 **L'Union européenne et le renseignement - Perspectives de coopération entre les Etats membres**, Thierry Coosemans, 52p., 9 €

4/04 **Marquage, enregistrement, traçage des armes légères et de petit calibre: projet de convention**, Ilhan Berkol, 44p., 8,5 €

5/04 **Qui arme les Maï-Maï? - Enquête sur une situation originale**, Charles Nasibu Bilali, 26p., 7 €

1/05 **RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes**, Anne Renauld, 33p., 7 €

2/05 **Iran - Regard vers l'Est : la politique asiatique de la république islamique**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 35p., 7 €

3/05 **Burundi - Armes légères et violence armée: quel impact sur les femmes**, Edward B. Rackley, 27p., 7 €

4/05 **Afrique de l'Ouest: Vers une Convention sur les armes légères**, Albert Chaïbou et Sadou Yattara, 20p., 6 €

5/05 **Afrique de l'Ouest: L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Hélène N.V. Cissé, 22p., 6 €

6/05 **Afrique centrale : l'harmonisation des législations nationales sur les armes légères**, Pierre Huybrechts et Ilhan Berkol, 105p., 15 €

7/05 **Guerres et déficits - Les deux piliers de l'économie des Etats-Unis**, Luc Mampaey, 31p., 7 €

8/05 **Le régime nucléaire - Les efforts de la communauté internationale en matière de désarmement et de non-prolifération**, Céline Francis, 40p., 8 €

1/06 **Trafics d'armes - Enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi)**, Jacques Ntibarikure, avec la collaboration de Charles Nasibu Bilali, Nicolas Florquin et Georges Berghezan, 32 p., 7 €

2/06 **La Conférence internationale sur l'Afrique des Grands Lacs - Enjeux et impact sur la paix et le développement en RDC**, Pamphile Sebahara, 28 p., 7 €

3/06 **RD Congo - Acquis et défis du processus électoral**, Pamphile Sebahara, 21 p., 6 €

4/06 **Trafics d'armes - Enquête de terrain au Kivu (RDC)**, coordination Georges Berghezan, 46 p., 8,50 €

5/06 **Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels - Compendium 2006**, Luc Mampaey, 33p., 7,50 €

1/07 **Agenda humanitaire à l'horizon 2015 - Principes, pouvoir et perceptions**, collectif, 54p., 9 €

2/07 **La Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre - Analyse et recommandations pour un plan d'action**, Ilhan Berkol, 55p., 9 €

3/07 **Afrique de l'Ouest - L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères - Burkina Faso**, Luz Marius Ibriga et Salamane Yameogo, 24p., 6 €

4/07 **Radiographie de l'industrie d'armements en Belgique**, Clément Dumas et Luc Mampaey, 44p., 8 €

5/07 **Le traité de Lisbonne et l'action extérieure de l'Union européenne**, Federico Santopinto, 25p., 6 €

6/07 **La gestion administrative des armes en Belgique – Les documents concernant l'exportation**, l'importation, le transit et la détention, Pierre Martinot, 32 p., 8 €

7/07 **Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels**. Compendium 2008, Luc Mampaey, 38 p., 8 €

8/07 **La législation américaine sur les transferts d'armes – Quels contrôles pour le premier exportateur mondial ?**, Caroline Pailhe, 24 p., 6 €

1/08 **La décentralisation en RDC : enjeux et défis**, Michel Liégeois, 20 p., 6 €

2/08 **Côte d'Ivoire – La paix malgré l'ONU ?**, Xavier Zeebroek, 38 p., 8 €

3/08 **Les munitions au cœur des conflits – Etat des lieux et perspectives**, Pierre Martinot, collab. I. Berkol et V. Moreau, 36 p., 7€

4/08 **La problématique destination et utilisation finales dans les exportations d'armement**, Damien Callamand, 30 p., 7€

5/08 **La mission des Nations unies au Congo – Le laboratoire de la paix introuvable**, Xavier Zeebroek, 30 p., 6 €

6/08 **Sécurité collective et environnement – Changements climatiques et dégradation de l'environnement, nouveaux enjeux des relations internationales**, Patrice Bouveret et Luc Mampaey (éd.), 50 p., 8,50 €

7/08 **Le commerce extérieur des armes dans le fédéralisme belge**, Romain Leloup, 38 p., 7 €

8/08 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2009**, Luc Mampaey, 32 p., 7 €

9/08 **La traçabilité des munitions**, Pierre Martinot et Ilhan Berkol, 26 p., 6 €

1/09 **Les armes nucléaires de l'OTAN – Fin de partie ou redéploiement ?**, Jean-Marie Collin, 20 p., 6 €

2/09 **La politique pyromane de Washington – Les transferts militaires des Etats-Unis vers le Moyen-Orient**, Caroline Pailhe, 56 p., 9 €

3/09 **Le traité de Pelindaba – L'Afrique face aux défis de la prolifération nucléaire**, Cédric Poitevin, 40 p., 7 €

4/09 **Contrôles post-exportation lors des transferts d'armement – Preuve d'arrivée et monitoring d'utilisation finale**, Ilhan Berkol et Virginie Moreau, 40 p., 8 €

5/09 **La réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine – Quelques réflexions sur la contribution belge à une expérience originale**, Marta Martinelli et Emmanuel Klimis, 8 €

La liste complète des Rapports est disponible sur www.grip.org